

revêtu les formes agressives constatées chez les peuples latins où il a rapidement dégénéré en une guerre de classes.

L'incompréhension totale de certains principes élémentaires, prouve la nécessité d'une éducation nouvelle de la démocratie. Elle aurait pour premier but de lui faire saisir les relations unissant ces trois éléments de l'activité moderne : l'intelligence, le capital et le travail.

*
* * *

En attendant cette réforme non ébauchée encore, et qu'on ne doit certes pas espérer de notre Université, il faut vivre avec les foules et pour cela apprendre à les connaître.

Remarquons tout d'abord que gouvernement populaire ne signifie nullement gouvernement par le peuple mais bien par ses meneurs. Ce ne sont pas les multitudes qui font l'opinion. Elles la subissent, puis, hypnotisées, l'imposent ensuite avec violence. Tel est le mécanisme de ce qu'on nomme un mouvement d'opinion.

Jamais, en effet, ou presque jamais, les foules ne déterminent de tels mouvements. Elles leur impriment une force irrésistible mais ne les créent pas. Lors de l'exécution de Ferrer, personnage dont le peuple parisien n'avait jamais entendu parler, quelques meneurs conduisirent 50.000 hommes attaquer l'ambassade d'Espagne. Exaspérée par leurs discours sans d'ailleurs comprendre pourquoi, car de l'événement initial elle ne savait presque rien, la foule se livra à toutes les violences y compris le pillage et l'assassinat. Un peu effrayés, les meneurs ordonnèrent pour le lendemain une manifestation pacifique. Et la même foule, si violente la veille, se montra d'une sagesse exemplaire.

La docilité des foules est extrême, en effet, quand on sait les guider. L'art de les manier est assez connu des grands meneurs d'aujourd'hui.

C'est donc seulement en apparence, je le répète, que gouvernent les multitudes. Loin d'être vraiment populaires, les gouvernements actuels représentent simplement une oligarchie de meneurs.

Puisque ces derniers créent l'opinion, il importe de savoir par quel mécanisme. L'utilité de la psychologie des foules apparaît maintenant évidente. Paul Adam, affirme avec raison que : « Dans une démocratie, la science des foules doit être le principal souci des influents. »

Cette nécessité m'avait frappé, il y a une quinzaine d'années, et c'est pourquoi j'écrivis la *Psychologie des foules*, sujet très inexploré alors, mais qui fut, depuis, l'objet de nombreuses recherches.

Je n'ai pas l'intention de redire ici les caractères des foules et me propose seulement de marquer quelques-uns des plus importants, manifestés nettement au cours d'événements récents.

Observons, auparavant, que si la psychologie des foules commence à être assez connue, puisque les règles posées jadis dans mon livre sont journellement utilisées par des officiers de l'armée et enseignées couramment à l'École de Guerre, elles ne sont pas arrivées encore jusqu'à nos hommes politiques. Ces derniers ne cessent, en effet, de vanter la sagesse, le jugement et le bon sens des foules, qualités dont elles furent dépourvues toujours. Les multitudes manifestent parfois de l'héroïsme, un dévouement aveugle à certaines causes, mais du jugement, jamais. Toute l'histoire est là pour le dire. Quand par hasard elles en montrèrent, c'est qu'on en eut pour elles.

Nos législateurs ne se forment évidemment qu'une idée très inexacte de la mentalité populaire. S'imaginant, par exemple, que la reconnaissance est une vertu collective ils accumulent des lois inutiles ou dangereuses destinées uniquement à plaire à la multitude. Ne soupçonnant guère l'intense mépris des foules pour la faiblesse, ils ne comprennent pas que

leurs perpétuelles concessions devant les menaces les dépouillent graduellement de tout prestige. Ces concessions fixent seulement dans l'âme des meneurs la conviction, que menacer avec violence suffit pour obtenir. Le lendemain même de la loi qui accordait aux employés de chemins de fer des retraites, à peu près égales à celles des officiers et de beaucoup de magistrats, ces employés voyant ce qu'on obtenait par intimidation, se réunirent pour exiger des salaires qui réduiront à une valeur presque nulle les actions des compagnies. Ne doutez pas qu'ils les obtiennent.

Je ne rappellerai pas ici que l'âme collective diffère tout à fait de l'âme individuelle. Modes de penser, mobiles d'actions, intérêts même, tout les sépare.

Nous ne retiendrons des caractères des foules que l'incapacité totale à raisonner ou à se laisser influencer par un raisonnement, le simplisme, l'émotivité et la crédulité. Les idées ne leur sont guère accessibles que traduites en formules brèves et évocatrices d'images. Le capital, c'est un bourgeois paresseux et ventru, nourri de la sueur du peuple. L'Etat, c'est le gendarme et la troupe. Le cléricalisme, c'est le gouvernement des curés. Le socialisme, c'est un gouvernement qui fera rendre gorge aux bourgeois et permettra à l'ouvrier de boire et manger sans rien faire.

Les politiciens ont bien senti d'instinct l'impuissance des foules à se représenter plusieurs idées à la fois et l'utilité des formules violentes et claires. Au moment des élections, ils tâchent d'en trouver, pouvant servir, comme on dit, de tremplin électoral : le milliard des congrégations, le péril clérical, l'impôt sur le revenu, etc., ont servi tour à tour.

Les Anglais sont passés maîtres dans cette condensation, utilisant surtout l'action impressionnante de l'image. Leurs dernières élections prouvèrent la puissance des formules simples et affirmatives. L'Angleterre fut, à un certain moment, couverte d'affiches

illustrées, dépourvues de ces filandreuses explications dont abusent les candidats latins. Toute la théorie du parti unioniste était synthétisée dans quelques formules comme celle-ci : voter pour les radicaux, c'est voter contre la puissance navale de l'Angleterre. Assertion terrible dans un pays où le dernier des manœuvres considère comme un dogme religieux intangible la nécessité de la supériorité navale de la Grande-Bretagne.

Des images accentuaient encore la force impérative de ces formules. Une des plus impressionnantes et qui, certainement, détermina bien des votes, fut une grande affiche divisée en deux parties. A gauche, au-dessous de cette simple date 1900, un immense cuirassé totalisant la flotte anglaise ; à côté, un tout petit bateau représentant la flotte allemande. A droite de l'affiche, sous cette indication 1910, les rapports sont inversés, le petit bateau allemand est devenu un grand cuirassé presque aussi important que le géant anglais. Le péril de l'Angleterre apparaissait ainsi évident. Inutile d'ajouter que personne ne songeait à vérifier la valeur statistique de l'affiche. C'eût été du raisonnement, de l'esprit critique, facultés dont les foules furent toujours incapables.

Toutes ces manœuvres reposaient sur une connaissance parfaite de l'âme populaire, de son émotivité, de sa crédulité et de l'action de la répétition sur elle. Si les résultats souhaités n'ont pas été toujours obtenus, puisque le parlement anglais est divisé actuellement en deux partis à peu près égaux, c'est que les adversaires employant les mêmes armes, leurs effets s'annulaient. L'électeur indécis suivait alors l'impulsion du groupe auquel il appartenait.

C'est grâce à leur sensibilité qu'on émeut si facilement les foules, et grâce à leur mobilité qu'on les retourne si aisément. Le héros, porté avec enthousiasme au Capitole, sera précipité avec le même enthousiasme du haut de la roche Tarpéienne. La veille de

sa chute, Robespierre était dieu de la plèbe parisienne. Le lendemain, elle hurlait des invectives et délirait de joie derrière la charrette emportant vers la guillotine le dieu tombé. Conduit au Panthéon parmi les acclamations de la foule, le corps de Marat était jeté à l'égout par la même foule quelques années plus tard. Le cadavre de Cromwell connut le même sort.

Ne pouvant tabler sur le raisonnement des foules, puisqu'elles en sont totalement dépourvues, le meneur essaie seulement d'impressionner leur sensibilité. L'adversaire agissant naturellement de la même façon, le succès appartiendra, finalement, à celui qui criera le plus fort et sera le plus violent.

Cette nécessité de la violence est telle, qu'on a pu voir, lors des dernières élections, des ministres anglais, réputés habituellement pour leur correction, vociférer des invectives dans leurs discours populaires avec le style des clubs jacobins au moment de la Révolution. Dans une harangue publique, M. Lloyd George, ministre des Finances, déclarait que la Chambre des Lords « était une réunion de misérables lâches, de tristes pleutres, n'ayant pas assez de cœur pour faire le bien et pas assez de courage pour faire le mal ». Des injures analogues étaient répétées chaque jour par les divers ministres dans leurs circonscriptions.

Dans l'étude de la psychologie populaire, on doit noter encore, que la conscience de sa puissance et de son irresponsabilité donne à une foule une susceptibilité et un orgueil excessifs. Les événements récents en ont fourni maintes preuves dont j'ai déjà cité plusieurs dans cet ouvrage.

Quels que soient d'ailleurs les sentiments de la multitude, ils sont toujours exagérés et c'est pourquoi, si son orgueil est excessif, son obéissance et sa servilité le sont également dès qu'elle se trouve en présence d'individus possédant du prestige. Nous avons montré avec quelle facilité les ordres les plus absurdes et

les plus impératifs de comités révolutionnaires étaient respectueusement obéis par les corporations ouvrières.

Cet état mental des masses fut toujours le même : je trouve un bien curieux exemple de la susceptibilité et de la servilité que peut successivement manifester la même foule, suivant les circonstances, dans l'extrait suivant emprunté à un journal des mémoires d'un voyageur étranger nommé Campe, venu en France en 1790.

Il s'agissait d'un projet d'adresse au roi que Target lisait à ses collègues :

— *Sire*, dit Target, lisant l'adresse, *l'Assemblée nationale a l'honneur...*

Cris, trépignements. — Point d'honneur! Point d'honneur! Effacez ce mot!

— ... *de mettre aux pieds de Votre Majesté...*

Tumulte, huées formidables, les parois et les vitres en tremblaient.

— A bas les pieds! A bas les pieds! L'Assemblée nationale ne met rien aux pieds de qui que ce soit!...

Target, déconcerté, reprit avec un geste de désespoir :

— *Sire, l'Assemblée nationale porte à Votre Majesté...*

— Bravo!

— ... *l'offrande...*

Protestations frénétiques. — Pas d'offrande!...

Et la chose ainsi continua jusqu'à la fin de la séance. Le bon Allemand sortit de là effaré et un peu déçu. Le lendemain, il parvint à se glisser dans le château de Versailles à l'heure où l'adresse devait être remise au roi; il n'était pas fâché de contempler, en présence du monarque, la fière mine de ces législateurs qu'il avait jugés la veille si chatouilleux et si jaloux de leur dignité. Hélas! Dès que Louis XVI parut dans la galerie, ce fut un délire unanime; ceux qui s'étaient montrés à l'Assemblée parmi les plus arrogants sautaient sur les tabourets pour mieux voir leur bon maître, s'accrochaient aux pilastres, se levaient sur leurs pointes. Un grand cri de *Vive le roi!* ébranla tout le palais et l'Assemblée se mit docilement à la suite du souverain pour l'accompagner à la chapelle.

*
* *

En regard des défauts des foules, il ne faut pas oublier d'en mentionner aussi les qualités. Leur puissance à raisonner rend possible chez elles un

grand développement de l'altruisme, qualité que la raison affaiblit forcément et qui constitue une très utile vertu sociale. L'individu qui raisonne est généralement égoïste et ne se détermine que difficilement à sacrifier sa vie pour un intérêt général. Seules les foules sont capables de telles abnégations. Les causes les plus chimériques trouvèrent toujours des milliers d'hommes prêts à se faire tuer pour elles. C'est grâce seulement au concours des foules que de puissants empires ont pu naître et se développer. Les foules ne créent pas de grandes civilisations, mais dans leur sein résident l'héroïsme, le dévouement et beaucoup des vertus qui les font vivre.

Une des dernières caractéristiques de la mentalité populaire, que je mentionnerai ici, est leur extrême crédulité. Elle est sans limites comme celle de l'enfant. Rien n'est impossible à leurs yeux. Si une foule demande la lune, il faut la lui promettre. Les politiciens ne reculent guère d'ailleurs devant de telles promesses ! Répandez dans une élection les plus invraisemblables calomnies sur votre adversaire, vous serez cru toujours. Evitez cependant de l'accuser de crimes trop sombres, vous le rendriez sympathique. Les foules manifestent généralement, en effet, une admiration respectueuse pour les grands criminels.

La crédulité illimitée dans les multitudes, ne leur est pas un sentiment exclusif. La crédulité et non le scepticisme constitue notre état normal. Nous possédons tous une petite dose d'esprit critique pour les choses de notre métier, mais hors de cet horizon circonscrit, nous n'en manifestons généralement que d'assez faibles traces. Ne croyez pas beaucoup au scepticisme des sceptiques. Ils n'ont fait le plus souvent que changer l'objet de leur crédulité. Les paradis socialistes ont remplacé ceux des légendes. Les dieux morts ont pour successeurs des tables tournantes, des somnambules et des fétiches.

La crédulité des foules et celle des esprits primitifs

sont presque égales. Les faiseurs de prospectus et d'annonces le savent bien et ils connaissent aussi le rôle suggestif de l'affirmation et de la répétition. De grosses fortunes s'édifient chaque jour sur l'annonce d'agents thérapeutiques aux propriétés purement chimériques.

Si l'on fait entrevoir aux âmes simples un gain considérable par une annonce suffisamment suggestive, le bénéfice est plus certain encore. Des légions de financiers vivent des promesses les plus invraisemblables habilement répétées. Leur rédaction ne demande aucuns frais d'imagination. Il suffit de toujours affirmer les mêmes choses dans les mêmes termes. Le *Globe* a raconté l'instructive histoire des actions d'une certaine mine de la République argentine n'ayant jamais fonctionné. Tous les six mois, des prospectus répandus par millions répètent qu'un dividende énorme va être très prochainement distribué, et que l'action devant décupler de valeur il faut en acheter de suite. Convaincu, le petit capitaliste se précipite vers le guichet pour ne pas manquer une pareille occasion. Bien entendu aucun dividende n'est jamais versé. Et pourtant il y a cinq ans que l'opération se répète et grâce à ces habiles annonces, le public a absorbé pour 12 millions de titres dont la valeur ne dépasse pas notablement celle du poids du papier.

Les faits du même ordre sont innombrables, le journal qui relatait le précédent, choisi entre mille, ajoutait :

« La crédulité de l'épargne est insondable ; elle est sans bornes comme l'infini. Elle ne demande ni preuves, ni vraisemblance ; des promesses et des affirmations lui en tiennent lieu. Elle se laisse bercer et endormir par de charlatanesques boniments et plus ils sont grossiers et de qualité inférieure, plus elle s'y abandonne sans réserve. Que les espérances qu'on fait miroiter à ses yeux soient manifestement folles, que le lendemain même elles soient démenties par les faits, peu lui importe ; elle est tellement confiante et aveugle qu'elle en veut parfois d'avantage à ceux qui lui dessillent les paupières qu'aux histrions qui l'ont trompée.

Transposez ce qui précède à la politique et vous aurez la genèse du succès de certains individus et de certaines doctrines. Promettre des chimères, affirmer sans preuve, répéter sans cesse les mêmes promesses en surenchérissant toujours sur son concurrent, telle est la formule du succès.

Ne nous plaignons pas trop cependant de l'universelle crédulité qui nous baigne. Peu de facteurs des civilisations furent aussi énergiques. Grâce à elle, de grandes religions consolatrices surgirent du néant et de puissants empires ont été fondés. C'est la crédulité bienfaisante qui rend la foi possible et conserve les traditions, soutien de la grandeur d'un pays. Foi dans la patrie, foi dans un idéal, foi dans l'avenir, tous ces pivots de notre activité mentale ont la crédulité pour gardien. Les peuples qui perdent toute foi perdent avec leur âme les raisons d'agir. L'avenir n'est plus à eux, les liens sociaux sont détruits. Déclinant chaque jour, ils rejoignent bientôt dans l'oubli les races dont un scepticisme destructeur a marqué la fin.

CHAPITRE II

Genèse de la Persuasion.

Sous l'extension des influences populaires, certains événements politiques éclatent souvent avec une soudaineté aussi surprenante pour le public que pour les hommes d'Etat. Rien ne permettait de les prévoir et nul ne les avait prévus.

Cette soudaineté se manifesta notamment dans la Révolution turque, renversant en peu de jours un gouvernement plusieurs fois séculaire. Elle s'est montrée encore dans la grève des postiers, déclarée en quelques instants, puis dans l'insurrection de Barcelone, où des citoyens paisibles transformés presque instantanément en brigands sanguinaires, incendièrent les couvents, les églises et déterrèrent les morts.

Les interprétations théoriques de ces subites explosions, données après coup, ne les expliquent guère. Pour les comprendre, il faut se résigner à mettre de côté notre logique rationnelle. Elle peut, cette logique, nous servir à imaginer des causes fictives pour les événements, mais non les créer.

Certes, ces mouvements populaires ne sont pas fils du hasard, mais les sentiments inconscients qui les engendrent obéissent à des lois dont l'étude est à peine entrevue encore.

Un fait demeure cependant parfaitement acquis. Ces brusques insurrections ont, le plus souvent,

pour point de départ, l'influence de quelques meneurs. Il importe donc tout d'abord de découvrir comment ces derniers agissent et pourquoi leur action est parfois si rapide et si sûre, quoique leurs moyens paraissent fort méprisables à notre raison.

*
* *

Je n'étais pas encore sorti de l'enfance lorsque, sur la grande place d'une petite ville de province, je reçus à ce sujet une leçon de psychologie qui m'impressionna fort. Une trentaine d'années me furent, du reste, nécessaires pour en saisir toute la portée.

Ce ne fut pas bien entendu, la leçon qui me frappa alors, mais son auteur, personnage imprévu, couvert d'une tunique d'or constellée de pierreries.

Était-ce un roi mage, un satrape assyrien, un fabuleux rajah ? Troublant problème.

Le trône d'où rayonnait sa splendeur dominait un char que traînaient des chevaux caparaçonnés de pourpre. Derrière lui, deux guerriers, porteurs d'armures étincelantes, lançaient dans de longues trompettes d'argent des appels sonores et mystérieux.

Une foule admirative, à chaque instant plus dense, l'enveloppa bientôt. Soudain, il fit un geste, les trompettes se turent et un silence anxieux s'étendit.

Alors, se soulevant avec une royale nonchalance, le mage éclatant harangua la multitude. Elle écoutait attentive, respectueuse et charmée.

Ce qu'il disait ? J'étais trop loin pour bien l'entendre et compris seulement que ce puissant personnage venait des contrées lointaines, où régnait jadis la reine de Saba, pour donner aux hommes, en échange de sommes minimales, des boîtes magiques contenant une poudre merveilleuse capable de guérir tous les maux et d'assurer le bonheur.

Il se tut, les trompettes répétèrent leurs appels et la foule éblouie se précipita pour acheter les miraculeuses boîtes. Je l'aurais bien volontiers imitée, mais,

hélas, ma famille, désireuse de m'inculquer le mépris des richesses et de m'éviter, disait-elle, le sort de Sardanapale, laissait mes poches totalement vides.

Plus amers encore furent mes regrets lorsque j'appris les cures prodigieuses accomplies par la magique poudre. Sans doute, le pharmacien du lieu, homme jaune, sec et sévère, prétendit que les boîtes contenaient uniquement du sucre. Mais, que pouvaient valoir, je vous prie, les dires de ce boutiquier jaloux contre les affirmations d'un mage couvert d'or, derrière lequel d'imposants guerriers sonnaient du buccin?

Tout s'efface cependant, les joies toujours, les amertumes quelquefois. Les années descendirent leur rapide spirale, estompant un peu le souvenir du magicien dont l'apparition imposante avait enchanté ma vie d'enfant. J'acquis les connaissances inutiles du collège et parmi elles la logique, d'après laquelle, assuraient mes maîtres, se forment nos croyances et se dirigent nos actions.

Je n'avais pas oublié toutefois l'homme prestigieux. Sa logique, fort différente de celle des livres, lui avait réussi. Donc elle n'était pas vaine. Si sa poudre ne contenait que d'insignifiants éléments, elle agissait pourtant. A quelle puissance magique devait-on alors attribuer ses miraculeuses vertus?

Je restais muet devant ces problèmes. Néanmoins, après y avoir souvent réfléchi, je finis par découvrir que ce subtil personnage avait su manier d'instinct les facteurs fondamentaux d'où dérivent la vie des peuples et le cours de leur histoire.

Ce qu'il vendait, en effet, c'était cet élément immatériel qui mène le monde et ne saurait mourir : l'espérance. Les prêtres de tous les cultes, les politiciens de tous les âges ont-ils jamais vendu autre chose?

Et si l'ingénieux personnage avait réussi à imposer la foi en ses discours, c'est que, comme tous les fon-

dateurs de croyances, il s'appuyait sur ces quatre principaux facteurs des convictions populaires : 1° le prestige qui suggère et impose ; 2° l'affirmation sans preuve qui dispense de la discussion ; 3° la répétition qui fait accepter comme certaines les choses affirmées ; 4° la contagion mentale qui rend vite très puissantes les convictions individuelles les plus faibles.

Cette brève énumération contient les éléments fondamentaux de la grammaire de la persuasion. Si des professeurs de logique vous assurent que la raison devrait y figurer aussi, laissez-les dire, mais ne les croyez pas.

Ces facteurs sont applicables aux cas les plus divers, dans les circonstances les plus variées. Pour convaincre, vous les emploierez, — inconsciemment peut-être, mais sûrement — que vous soyez simple charlatan désireux de vendre un élixir, subtil financier obligé d'écouler de médiocres valeurs, ou même puissant empereur voulant amener son peuple aux lourds sacrifices nécessaires pour fonder une grande marine de guerre.

Ces facteurs de la persuasion ne s'adressent qu'aux sentiments, c'est-à-dire aux mobiles habituels de notre conduite. Ils auraient peu de prise sur l'intelligence et seraient, par conséquent, sans utilité pour le professeur faisant une démonstration ou le savant exposant une expérience. Ces derniers cherchent en effet à établir des connaissances et non des croyances.

Connaissance et croyance sont choses fort distinctes. Platon l'avait observé, il y a un certain temps déjà, et indiqué également qu'on ne les édifie pas de la même façon. Tous les hommes acquièrent facilement des croyances. Très peu s'élèvent jusqu'à la connaissance. La connaissance implique des démonstrations et des raisonnements. La croyance n'en exige aucun.

La grammaire de la persuasion, dont je viens de résumer brièvement les éléments essentiels, n'est uti-

lisable que pour la création d'opinions ou de croyances ayant des sentiments pour bases. De ces opinions et de ces croyances dérive l'immense majorité de nos actions. Qui les fait naître est notre maître.

Un orateur populaire s'adressant, comme tant d'honnêtes logiciens le supposent, à l'intelligence de ses auditeurs, ne convaincrat personne et ne serait même pas entendu. Avec des gestes, des formules, des mots évocateurs d'images il influence leur sensibilité et par elle atteint leur volonté. Ce qu'il vise, ce n'est pas l'intelligence, mais cette région inconsciente où germent les émotions génératrices de nos pensées.

On agit sur elle par les moyens que j'ai indiqués : prestige, suggestion, etc. Mais, dans notre énumération, ne pouvait figurer, — car il n'est guère formulable en règles — ce facteur personnel, composé d'éléments très divers et indéfinissables, dont l'ensemble constitue la séduction.

L'orateur qui séduit charme par sa personne beaucoup plus que par ses paroles. L'âme de ses auditeurs est une lyre dont il ressent les moindres vibrations nées sous l'influence de ses intonations et de ses gestes. Il devine ce qu'il doit dire et comment le dire. L'orateur vulgaire, le politicien craintif, ne savent que flatter servilement la multitude et accepter aveuglément ses volontés. Le véritable manieur d'hommes commence d'abord par séduire, et l'être séduit, foule ou femme, n'a plus qu'une opinion, celle de son séducteur, qu'une volonté, la sienne.

Il semblerait que de ces charmeurs rayonnent des forces attractives inconnues. A qui les possède nul besoin de donner des raisons, la simple affirmation suffit. Si les grands orateurs consentent quelquefois à des explications, lorsque, leurs discours doivent être publiés, c'est qu'ils n'ignorent pas que le mécanisme de la persuasion par les écrits diffère immensément de celui exercé par la parole. Le prestige individuel

constitue cependant une telle puissance que, même dans les écrits, son action subsiste encore. De grands écrivains comme Rousseau, ont convaincu, non par leurs arguments souvent très faibles, mais surtout par leur prestige.

Le charmeur n'a d'autre ennemi irréductible qu'une solide croyance ancrée dans l'âme de ses auditeurs. Lorsqu'une telle croyance a envahi le champ de l'entendement, tout se brise devant elle. C'est un mur que rien ne traversera plus.

Le charme magnétique suffit quelquefois, mais non pas toujours, et d'autres qualités, parmi lesquelles l'art de bien parler ne figure qu'à une place secondaire, sont nécessaires à l'orateur. Pour persuader, il doit savoir sortir de sa pensée, pénétrer dans celle de ses auditeurs, et vibrer à l'unisson de la foule qui l'entoure. Il faut s'émotionner avec elle avant de tenter de l'amener à ses vues. C'est ce que sut faire Antoine, prononçant devant le cadavre de César le très habile discours que lui prête Shakespeare et grâce auquel il transforma en quelques instants ses auditeurs, d'abord favorables aux meurtriers, en vengeurs prêts à les massacrer.

Et qu'il s'agisse d'une foule vulgaire ou d'une assemblée d'élite, l'élément de persuasion que je viens d'indiquer sera toujours le plus efficace. Il faut, répétons-le, deviner ce que pense l'auditoire et penser d'abord comme lui pour l'amener ensuite à penser comme vous.

L'utilité de ce principe est très bien marquée dans le passage suivant d'un travail consacré par M. Tardieu à un des grands orateurs de notre temps, le prince de Bülow, alors chancelier de l'empire d'Allemagne.

L'essence de l'art oratoire dans une assemblée politique réside dans la perception immédiate de ce qu'attend l'auditoire. Le contact s'établit-il ? Voilà la partie gagnée. M. de Bülow a toujours excellé à établir ce contact. Nul plus que lui n'a senti

d'instinct ce qui convenait, à tout instant, au public qui l'écoutait. Il y a, dans nombre de ses discours, des phrases ou des périodes entières faites pour répondre au goût du jour. L'affirmation répétée à l'excès de la force allemande, les déclarations arrogantes : « L'Allemagne ne se laissera pas marcher sur le pied... L'Allemagne ne se laissera pas mettre de côté... L'Allemagne ne se laissera pas isoler... » sont des banalités usées que cet intellectuel raffiné ne s'approprie point sans raisons. Mais, orateur avisé, il sait que ces banalités plaisent aux députés qui l'écoutent, échantillons assez vulgaires, pour la plupart, d'un *Deutschtum* orgueilleux. Il manœuvre son public comme une partie d'échecs.

Les foules, nous l'avons vu précédemment, possèdent une crédulité infinie, mais le plus souvent les opinions qu'on leur suggère sont momentanées, sans consistance, sans durée et sans force. A de rares périodes de l'histoire seulement on les voit acquérir pour un certain temps de solides croyances. Alors, comme au moment des premières Croisades, pendant les guerres de religion ou à l'époque de la Révolution, elles deviennent un irrésistible torrent qui bouleverse le monde. Ce ne sont pas nos pâles socialistes révolutionnaires, si bruyants devant les défenseurs de l'ordre social, mais si craintifs devant les foules, qui pourraient provoquer de tels mouvements. Trop d'appétits personnels sont à la base de leurs éphémères convictions. Jamais des croyances durables ne s'édifient sur d'aussi fuyants appuis.

Le rôle des meneurs, connu depuis longtemps, puisqu'il s'est manifesté à toutes les époques, n'a cependant reçu des psychologues qu'une insuffisante explication. Ils ne la fourniront sans doute qu'après avoir exploré davantage cette obscure région du subconscient — le subliminal des chercheurs actuels — où s'élaborent les causes de nos actes et les formes de nos pensées.

J'irai plus loin, peut-être, que la science positive ne le permet en disant que les âmes inconscientes du charmeur et du charmé, du meneur et du mené se pénètrent par un mécanisme mystérieux.

Cette fusion d'inconscients indiquée, semble-t-il, par un grand nombre de faits, même en psychologie animale, nous conduit au seuil d'un domaine inconnu que la science entrevoit, mais qu'elle n'a pu explorer encore.

De ces régions ténébreuses, il faut revenir à celles dont l'observation est facile. J'ai signalé quelques éléments de la persuasion, mais quelques-uns seulement. Comment exposer en d'aussi brèves pages ce qui demanderait un volume? Persuasion par le milieu, par le journal, par les comités anonymes, par l'annonce, par l'intérêt individuel, etc. Que de chapitres dignes de l'attention des psychologues et qui, cependant, ne les ont guère tentés. Ils seraient plus utiles que leurs vaines dissertations sur les catégories de Kant ou sur la nature de l'espace et du temps. Plus utiles, plus intéressants, mais beaucoup plus difficiles aussi.

Parmi les facteurs principaux des convictions populaires énumérées plus haut, il en est un, la contagion mentale, tellement important que nous devons en dire quelques mots. Elle est le fondamental élément de la propagation des mouvements dont je parlais en commençant : grève des postiers, insurrection de Barcelone, etc.

Ces mouvements, commencés par les meneurs quand diverses circonstances — un mécontentement général, par exemple, — prédispose les esprits à une certaine réceptivité, s'étendent très vite autour d'eux par le mécanisme de la contagion mentale.

Son rôle est prépondérant dans la plupart des phénomènes historiques. Sans elle, aucune des fondamentales croyances qui menèrent le monde : christianisme, islamisme, bouddhisme, etc., n'aurait pu se répandre. La contagion mentale seule et jamais la raison entraîna leur propagation.

C'est encore la contagion mentale qui généralise les grandes révolutions, les mouvements d'opinions et

tout ce qui constitue l'âme d'une époque. Son action semble plus considérable aujourd'hui qu'en aucun temps, parce que l'âge moderne est devenu l'ère de multitudes que les liens du passé ont cessé de retenir.

*
* * *

Pour bien discerner les vrais mobiles de la conduite des individus et des foules, il ne faut pas oublier que sentiments et intelligence sont, je l'ai dit déjà, hétérogènes. Régis par des lois fort différentes, ils n'ont pas de commune mesure. Cette notion m'a guidé dans plus d'un livre, et tout récemment encore l'éminent philosophe Ribot insistait sur sa capitale importance.

Nous nous obstinons cependant à traduire l'affectif en termes intellectuels. Sentiments et intelligence étant toujours mélangés sont du reste difficilement séparables. C'est seulement par des moyens détournés qu'on a pu dégager des états de conscience purement affectifs, c'est-à-dire vides de tout contenu intellectuel.

Retenons seulement de ces indications sommaires que la logique de l'intelligence n'a, je ne saurais trop le redire, aucun rapport avec celle des sentiments. Les ressources de la première sont donc absolument impuissantes à interpréter les actes issus de la seconde.

L'histoire, telle que la bâtissent des érudits de bibliothèque, disciples dociles d'une sévère logique, est une construction artificielle beaucoup trop rationnelle. Les plus importants des événements, ceux qui ont dominé la destinée des peuples et leurs civilisations, émanèrent de facteurs psychologiques inconscients, que l'érudit prétend interpréter sans savoir en pénétrer les causes. Ce n'est pas du rationnel mais de l'irrationnel que les grands événements sont nés. Le rationnel crée la Science, l'irrationnel conduit l'Histoire.

CHAPITRE III

La Mentalité ouvrière.

Je ne voudrais pas méconnaître l'utilité des nouvelles recherches de la psychologie contemporaine. Il est certainement très intéressant d'observer les formes de l'altruisme chez les batraciens et la faiblesse des sentiments conjugaux chez divers arachnides. Je me suis cependant souvent demandé si les psychologues professionnels ne rendraient pas de plus précieux services, en s'adonnant un peu à l'étude des faits journaliers de la vie sociale et à la détermination de leurs causes. Il en résulterait peut-être la connaissance de lois importantes.

Les sujets d'observation abondent. S'ils provoquent souvent beaucoup d'étonnement, c'est précisément parce que la psychologie moderne n'a pas encore su en déterminer les lois.

Des insurrections comme celle de Draveil par exemple et celles analogues, font partie de ces mouvements populaires imprévus, surprenants toujours, parce que leur déroulement psychologique demeure ignoré.

On se souvient de Draveil. Insurrection à main armée ordonnée par les meneurs de la Confédération du Travail, soldats contraints à se défendre pour n'être pas massacrés, etc. Conséquences finales : adhésion immédiate de la majorité des syndicats ouvriers à la Confédération, tentative de grève des typographes pour empêcher les journaux de paraître, grève des

électriciens privant Paris de lumière pendant une soirée.

Ces faits demeurent incompréhensibles à qui n'a pas un peu étudié la mentalité populaire. L'extraordinaire naïveté des moyens proposés pour en prévenir le retour montre à quel point des hommes pourtant éclairés demeurent étrangers à la psychologie collective.

L'affaire de Draveil est très caractéristique parce qu'il reste incontestable — fait assez rare en pareille aventure — que tous les torts furent d'un côté et le bon droit de l'autre. Révolte contre les lois, attaque violente contre des troupes chargées de protéger les propriétés privées et qui ne se défendirent qu'à la dernière extrémité. La répression était indispensable. Aucun pouvoir politique n'aurait pu l'éviter.

Le gouvernement avait donc entièrement raison. Cependant toute la classe ouvrière l'a furieusement blâmé. Pourquoi ?

Avant de répondre à cette question, il faut répéter encore que les foules obéissent à des impulsions toujours déconcertantes lorsqu'on veut les juger au nom de la logique. Dissserter sur l'absurdité de leurs mobiles serait inutile. C'est uniquement l'impression produite par eux dans les esprits qu'il importe de connaître.

Pour saisir l'influence de ces mobiles souvenons-nous du pouvoir des chimères sur l'âme populaire. Méconnaître leur action serait ignorer l'histoire. Dans la chaîne des événements dont elle retrace le cours, le rôle de la raison fut toujours minime, et celui du rêve prépondérant. Des millions d'hommes ont péri au service des illusions et par elles furent fondés de puissants empires.

Le prestige de l'irréel reste aussi considérable aujourd'hui que jadis. Les chimères qui fascinaient autrefois les multitudes les fascinent encore. Leurs noms seuls ont changé.

*
* *

Avant d'étudier la mentalité ouvrière nous devons rappeler certains caractères généraux communs aux foules déjà décrits, puis les idées directrices spéciales aux ouvriers et déterminant leur conduite.

Une foule n'est pas nécessairement un rassemblement d'hommes. Des suggestions partagées par des individus éloignés, mais que la presse et le télégraphe réunissent mentalement, peuvent leur donner les aptitudes d'une foule. Ils en ont alors l'excitabilité, l'inconstance, la fureur, la crédulité, l'absence totale d'esprit critique, l'incapacité à se laisser influencer par un raisonnement, le fétichisme et le besoin irréductible d'obéir à un maître. Leurs mouvements les plus violents résultent toujours de l'impulsion de quelques meneurs. Aujourd'hui comme autrefois la foule est prête à se prosterner devant tous les tyrans, mais elle en change plus souvent.

« Les foules, écrit Tarde, se ressemblent toutes par certains traits : leur intolérance prodigieuse, leur orgueil grotesque, leur susceptibilité malade, le sentiment affolant de leur irresponsabilité née de l'illusion de leur toute-puissance et l'absence totale du sentiment de la mesure qui tient à l'outrance de leurs émotions mutuellement exaltées. Entre l'exécration et l'adoration, entre l'horreur et l'enthousiasme, entre les cris *vive* et *à mort*, il n'y a pas de milieu pour une foule. »

Ces diverses particularités psychologiques se retrouvent dans tous les grands mouvements populaires récents, notamment ceux de Draveil. Les ouvriers avaient attaqué violemment la troupe pour obéir à quelques meneurs. La riposte des soldats provoqua cependant dans la France entière la furieuse susceptibilité de la classe ouvrière s'imaginant, comme toutes les multitudes, être au-dessus des lois. Immédiatement elle se solidarisa avec les émeutiers et

invectiva violemment le gouvernement, coupable uniquement de n'avoir pas obligé des militaires à se laisser massacrer sans défense. « L'amour-propre irrité chez le peuple, disait M^{me} de Staël, c'est le besoin de donner la mort. »

Quant à la soumission aveugle des foules aux ordres des meneurs elle a été nettement mise en évidence non seulement par les violences exercées sur les soldats, mais encore par les deux grèves consécutives à la répression de l'insurrection. Celle des typographes, qui faillit empêcher les journaux de paraître, n'aboutit qu'à moitié parce que les chefs s'attardèrent à parlementer au lieu d'agir d'une façon assez despotique. La grève des électriciens réussit parfaitement, au contraire, parce que l'ordre en fut donné impérativement, au dernier moment, de manière à éviter toute discussion. Chaque ouvrier reçut simplement l'injonction suivante :

« Le Comité *ordonne* à tout syndiqué de cesser de travailler le jeudi 6 août 1908 à huit heures du soir, et de ne recommencer qu'à dix heures. Signé : Pataud. »

Pataud fut obéi comme ne le seraient ni le Tsar ni aucun autocrate. Seul peut-être le Grand Lama, incarnation de Dieu, comme on sait, possède sur ses fidèles une autorité comparable.

Les journaux recueillirent pieusement les déclarations du dictateur. Il leur révéla avec condescendance ses opinions. Pataud est antimilitariste, méprise le gouvernement et juge sévèrement le roi des Belges. Il n'admet pas que le Président du Conseil se permette de remplacer les électriciens par des soldats et lui enverra d'ailleurs prochainement ses ordres.

Cet éphémère potentat manie assez subtilement l'ironie. Il considère la grève générale comme une merveilleuse baguette magique dont la classe ouvrière doit profiter, mais il en restitue honnêtement la décou-

verte à un ministre actuellement en fonctions et qui préférerait, je pense, avoir fait de plus utiles inventions.

Malgré son pouvoir souverain, je ne conseille pas cependant à cet autocrate de trop compter sur la durée de sa puissance. Il n'est qu'un symbole traduisant un état d'âme populaire, que d'autres sauront prochainement exploiter. Les foules sont obéissantes mais terriblement changeantes et Pataud tombera bientôt dans un oubli aussi profond que Ferroul et Marcelin Albert, rois passagers du Midi. Il fera bien alors de solliciter une chaire de psychologie pratique à la Sorbonne afin d'y enseigner aux politiciens et aux chefs d'industrie l'art de manier les foules, qu'il possède si bien et ses adversaires si mal.

Cet enseignement leur serait fort utile. L'ignorance de la mentalité populaire est évidemment complète chez beaucoup d'hommes politiques de tous les partis et aussi chez les chefs industriels. Ils en sont à croire, en effet, qu'on séduit les multitudes par une servile soumission, alors que c'est précisément le contraire.

On trouvera des preuves de cette singulière ignorance dans le stupéfiant manifeste des députés socialistes unifiés, à la suite de l'insurrection de Draveil.

Bien qu'accablés des plus méprisantes invectives par les meneurs de la Confédération, ils n'ont pas rougi d'affirmer leur solidarité « avec les militants ouvriers en grève et en bataille et les organisations syndicales qui les groupent et les encadrent... Aujourd'hui comme hier, ajoutent-ils, le parti donnera sa participation entière à toute action décidée par le prolétariat organisé ».

C'est, comme le faisait remarquer un des journaux qui reproduisirent ce document, « l'abdication pure et simple de toute autorité entre les mains des dirigeants de la C. G. T. »

Cette mentalité servile est fort instructive. Elle

représente une forme laïcisée de l'esprit clérical le plus humble. Je préfère infiniment les dévots, courbés aveuglément sous les ordres du Pape, aux politiciens s'agenouillant devant les décrets des citoyens Pouget et Pataud. Les premiers ont du moins le mérite du désintéressement.

Si l'on ignorait la puissance de l'esprit religieux il serait incompréhensible de voir des hommes éclairés fraterniser avec des anarchistes s'attribuant le droit de massacrer les soldats, suspendre la publication des journaux, arrêter la vie publique et autres fantaisies que n'auraient osé rêver ni Néron ni Héliogabale.

Et de leur basse soumission que retirent-ils? Le mépris intense et non dissimulé des maîtres qu'ils prétendent servir.

Evidemment, les députés socialistes unifiés ont fait preuve dans cette circonstance d'une psychologie très pauvre, mais plusieurs défenseurs de l'ordre ne se sont pas montrés beaucoup plus clairvoyants. L'un d'eux, député modéré cependant, assurait dans un journal, que les événements de Draveil résultaient de la lenteur du Parlement à adopter toutes les lois que les syndicats exigent et qu'on devrait s'empresse de les voter. Cela signifie sans doute qu'après avoir admis le rachat de l'Ouest, il faut se hâter d'édicter l'impôt sur le revenu qui, en dévoilant l'état des fortunes, permettra de dépouiller les citoyens à volonté. En résumé, obéir sans discussion aux ordres du syndicalisme révolutionnaire qui, d'ailleurs, déclare mépriser toutes ces réformes. Obéir sans trêve, obéir toujours! Quelle dangereuse conseillère que la peur!

On vit mieux encore les conséquences de la crainte par ce qui se passa chez le Président du Conseil lorsqu'au lendemain de la grève des électriciens, il réunit les directeurs des six secteurs électriques de Paris.

N'admettant pas, avec raison, qu'une ville de trois millions d'habitants dût subir les caprices d'une

poignée de syndicalistes, le ministre conseilla aux directeurs de licencier immédiatement leur personnel, offrant de le remplacer par des soldats du génie. Un seul accepta la proposition, s'engageant à faire fonctionner sans difficulté son usine avec les ouvriers qu'on lui procurerait. Les cinq autres refusèrent, déclarant préférer obéir aux ordres du citoyen Pataud. Le lendemain ils envoyaient un émissaire pour offrir bien humblement à cet homme redouté, un emploi lui laissant toute liberté avec 4.000 francs environ d'appointements ! La pusillanimité poussée à ce degré est tellement invraisemblable que je n'aurais pas raconté cette histoire si je ne la tenais d'un témoin présent à l'entrevue et qui en sortit rouge de honte, sous l'œil dédaigneux du ministre.

Cette poltronnerie insigne des directeurs des secteurs parisiens produisit naturellement les effets qu'eût empêchés le licenciement, au moins provisoire, du personnel. La foule méprise toujours la faiblesse et respecte l'énergie. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire qu'elle ait été conquise par la lâcheté. Dans le cas des électriciens, le renvoi était d'autant plus facile, que toutes les machines des secteurs fonctionnent automatiquement. Les ouvriers y jouant pour la plupart le rôle de simples manœuvres peuvent, comme me l'expliquait un des ingénieurs, être remplacés par des hommes quelconques, après un apprentissage très sommaire.

Plusieurs journaux flétrirent avec une vigueur dont on doit les féliciter la très honteuse conduite des directeurs de secteurs. « Depuis que la crise sociale est ouverte, concluait le *Temps*, il n'y a pas eu de symptôme plus grave que cette défaillance. L'audace des révolutionnaires n'est rien. C'est la couardise des autres qui serait irréparable. Le gouvernement fait son devoir. On refuse son appui. On ne veut pas être aidé. On veut être battu. »

Si le patronat refuse de se défendre et n'arrive pas

à mieux s'assimiler la psychologie populaire, il méritera les déchéances dont on le menace et ses jours sont comptés.

*
* *

En dehors des caractères communs à toutes les foules, la mentalité ouvrière offre des particularités spéciales dues à un petit nombre d'idées transformées en dogmes chez l'ouvrier par le mécanisme de la répétition et de la contagion.

Ces idées aussi simples qu'absurdes sont présentées par les apôtres de la Confédération du Travail sous les formes suivantes :

« L'ouvrier est le créateur de la richesse sociale et de cette richesse ne profite pas. Seuls au contraire les hommes qui ne la créent pas en sont bénéficiaires. »

Pour remédier à cette injustice, il faut simplement détruire la société actuelle au profit de la classe ouvrière et par conséquent « fortifier des groupements aptes à accomplir l'expropriation capitaliste et capable de procéder à une réorganisation sociale sur le plan communiste ».

En attendant, le comité ordonne des grèves répétées pour arriver, par l'élévation des salaires, à la suppression progressive et bientôt totale du bénéfice des entreprises industrielles. Cette dernière manœuvre accentuée chaque jour, est facilement praticable pour les anciennes entreprises, parce que leurs administrateurs, très craintifs et assez indifférents aux intérêts des actionnaires, iront de concessions en concessions, jusqu'à ce que le dividende tombe à zéro. La valeur de l'action se trouvera réduite alors au même chiffre.

Une prochaine et très évidente conséquence de cet état de choses sera la difficulté de trouver des commanditaires pour des entreprises nouvelles. De mieux en mieux fixé sur son sort, l'actionnaire préfère engager ses capitaux dans des sociétés étrangères. La liste déjà serait longue des produits vendus en France

mais ne se fabriquant plus qu'au dehors. L'ouvrier, sans s'en apercevoir, est en train de tuer la poule aux œufs d'or. Totalement incapable de prévision, il ne voit que les résultats immédiats, momentanément avantageux pour lui, et persévérera dans la voie où on l'a engagé jusqu'à l'heure finale de la ruine.

Cette course à l'abîme des classes ouvrières, est accélérée par les déclamations furieuses d'une foule de demi-intellectuels en révolte. Mécontents de leur sort, persuadés que les diplômes obtenus par la récitation mécanique de gros manuels devraient leur procurer des situations élevées, tous ces incompris maudissent la société qui méconnaît leur génie et de l'ouvrier, bien entendu, ne se soucient nullement. Dépourvus du sens des réalités et des nécessités économiques qui régissent les civilisations modernes, ils s'imaginent qu'une société nouvelle s'inclinera devant leurs qualités éclatantes si mal appréciées par le monde actuel.

Abusé par ces déclassés, fruits de notre enseignement universitaire, l'ouvrier se persuade chaque jour davantage être victime des plus criantes injustices et ne rêve que révoltes.

C'est ainsi que les cervelles populaires se sont peuplées d'illusions. Le simple manoeuvre s' imagine maintenant, malgré l'évidence contraire, produire des revenus dont il ne profite pas. Est-il nécessaire de démontrer que les véritables créateurs de la richesse sont des agriculteurs, des industriels, des ingénieurs, des savants, possesseurs de capacités absolument étrangères à l'ouvrier. L'action de ce dernier a toujours été nulle dans les grandes inventions qui le font vivre. Evidemment le travail manuel contribue à permettre d'utiliser ces inventions, mais avec les progrès incessants du mécanisme moderne, le rôle de la main-d'œuvre se restreint progressivement. Nous avons déjà dit à propos des usines électriques qu'un petit nombre de simples manoeuvres suffit à les faire mar-

cher. Dans la plupart des industries, celle des automobiles, par exemple, la main-d'œuvre ouvrière n'entre pas pour plus d'un cinquième dans la valeur totale de l'objet fabriqué.

Est-il vrai d'ailleurs que cette main-d'œuvre soit mal rétribuée? Elle l'est au contraire si bien que beaucoup d'ouvriers reçoivent maintenant des salaires supérieurs à ceux qu'atteignent difficilement, après vingt ans de travail, une foule de bourgeois: magistrats, officiers, médecins, ingénieurs, avocats, fonctionnaires, etc., munis cependant d'une éducation extrêmement coûteuse.

Dans la plupart des usines parisiennes, notamment celles des automobiles citées plus haut, le travail du dernier des manœuvres est payé 6 francs par jour, traitement d'un préparateur, déjà docteur, dans une Faculté, et les ouvriers un peu habiles arrivent rapidement à des gains quotidiens de 13 à 14 francs.

Parmi les illusions populaires figure, malheureusement, celle-ci que les hommes sont égaux par l'intelligence. Les bénéfices des chefs d'usine paraissent en conséquence injustement élevés. Un simple travailleur est pour la foule aussi apte à bien diriger une usine ou régir une Compagnie qu'un homme instruit. Les ouvriers ont pourtant fait de probantes expériences qui auraient dû les éclairer sur l'insuffisance de leurs capacités. Combien pourraient-ils citer d'entreprises industrielles fondées par eux, à l'aide de capitaux complaisants, ayant réussi?

La haine des supériorités est si générale aujourd'hui, qu'on a vu de grandes villes, Brest, Dijon, Roubaix, Toulouse, etc., choisir comme maires et conseillers municipaux, de simples ouvriers, de modestes facteurs de gare, de médiocres commis.

On sait les résultats. Ils furent nettement désastreux. Un tel gaspillage financier et une si rapide désorganisation s'en suivirent qu'il fallut aux premières élections se débarrasser d'eux.

Partout, mêmes conséquences. En Alsace-Lorraine, par exemple, les dernières élections éliminèrent les ouvriers de toutes les municipalités, notamment à Strasbourg et à Mulhouse. Dans cette dernière ville, ils s'étaient livrés à des désordres administratifs tellement invraisemblables que pas un seul conseiller municipal sortant n'a pu être réélu.

Les peuples ne s'instruisant que par l'expérience, il leur devient utile d'en faire quelquefois de semblables, si ruineuses puissent-elles être. Le gouvernement de toutes les communes de France par des ouvriers socialistes engendrerait sûrement en quelques mois l'horreur intense du socialisme. Alors seulement les foules découvrirait peut-être que la nature s'est obstinément refusée à créer les hommes égaux, que la capacité est la première des puissances et que la grandeur, la force et la richesse d'un pays, sont uniquement constituées par une petite élite d'esprits supérieurs : savants, industriels, artistes, ingénieurs, ouvriers de choix, etc. Jamais les masses ne s'empareront du capital comme le demandent tant de fanatiques imbéciles, parce que le véritable capital c'est l'intelligence. De cette propriété on ne peut dépouiller personne.

CHAPITRE IV

Les Formes nouvelles des aspirations populaires.

Considérée dans ses résultats immédiats, la grève des postiers apparut comme un incident comparable à une grève quelconque. Envisagée dans ses causes lointaines et dans l'avenir dont elle est chargée, elle constituait, au contraire, un de ces événements marquant une phase nouvelle de l'histoire, la chute de Byzance, par exemple.

Pour la première fois, en effet, on a constaté le commencement de désagrégation d'une société en petits groupes homogènes, ne possédant chacun d'autre patriotisme que celui de leur groupe et prêts à sacrifier l'intérêt général, dès qu'ils y trouvent un avantage particulier. Le monde civilisé a vu, avec étonnement, des postiers traiter le reste de la nation en ville assiégée que l'ennemi cherche à isoler et à réduire par la famine. Nul souci des ruines que pouvait provoquer un pareil arrêt de la vie publique.

Cet égoïsme corporatif substitué à l'intérêt général du pays frappa beaucoup les étrangers. Voici comment s'exprima, à ce propos, le plus important des grands journaux anglais, le *Times* :

Il est triste de constater que la grève actuelle jette un jour véritablement sinistre sur certains aspects de la vie nationale en France.

...Si la crise européenne actuelle s'était dénouée soudainement par une guerre, la puissance militaire de la France eût été

réduite en ces quelques jours à son minimum et un épouvantable désastre national eût été rendu inévitable.

...Un corps de fonctionnaires publics qui, dans une heure de difficulté et d'anxiété internationales, ne tient pas compte de pareilles considérations, manque forcément, ou bien de l'intelligence la plus ordinaire, ou bien des moindres éléments du patriotisme.

Le mépris de tout un groupe de citoyens pour l'intérêt général ne constitue qu'un des enseignements de cette grève. Elle en comporte bien d'autres.

Son explosion soudaine fut la conséquence de la formation d'énergies sociales nouvelles, inaperçues, mais grandes dans l'ombre depuis longtemps. Conscientes de leur force, elles se sont dressées devant l'Etatisme parlementaire et, par un foudroyant succès, ont montré ce que pourrait devenir leur rôle.

Ce pouvoir imprévu s'élève aussi bien contre la puissance de l'Etat que contre celle du socialisme, simple floraison de l'Etatisme. Les collectivistes eurent donc, en vérité, bien tort de se réjouir de la réussite d'une grève dont, évidemment, ils ne soupçonnèrent aucunement la portée.

Le triomphe des postiers fut favorisé par l'impopularité croissante d'un Parlement qui n'a su qu'édifier des lois incohérentes et persécuter, avec la plus cruelle intolérance, des classes entières de citoyens.

L'histoire, rapportée à la Chambre, de cette receveuse des postes dont un préfet exigeait la révocation, uniquement parce qu'elle allait à la messe, provoqua, dans le public, une véritable explosion d'indignation et fut, pour beaucoup, dans la sympathie témoignée aux grévistes.

Cette nouvelle évolution des aspirations populaires nous ramène à une période d'anarchie et de régression. La Révolution avait remplacé les corporations par la liberté, et voici que les corporations se rétablissent. Elle avait supprimé l'impôt personnel, pour éviter l'inquisition fiscale, et nous allons rétablir cette

inquisition qui deviendra plus oppressive que les anciennes persécutions religieuses. Les vieilles tyrannies renaissent donc tour à tour et changent simplement de noms. La seule liberté de l'avenir sera celle de nous haïr. La théocratie syndicaliste n'en tolère pas d'autres.

La soudaineté de la grève dont nous venons de parler et son absence de motifs prouve clairement qu'elle était issue d'un nouvel état mental des foules. Dès qu'ils l'eurent proclamée, les postiers eurent bien de la peine à lui trouver des causes avouables. Leurs affiches trahirent nettement cet embarras.

Dans une proclamation du Conseil central de la grève publiée par le *Matin* du 19 mars 1909, nous lisons :

Jamais nous n'avons envisagé la grève comme moyen de défense professionnelle, ce sont les injures adressées par M. Symian à nos collègues dames qui ont soulevé l'indignation du personnel tout entier.

Mais, comprenant bientôt que le fait d'avoir adressé à des dames des noms de volatiles, peu réputés par leur intelligence, ne suffisait pas à excuser l'arrêt de la vie d'un pays, les grévistes cherchèrent d'autres motifs. Ils ne trouvèrent à invoquer qu'un vague favoritisme, utilisé d'ailleurs par la plupart des agents, et dont le seul résultat était de faire gagner trois mois à des employés avançant automatiquement tous les trois ans.

En réalité, la grève eut de tout autres causes et la situation des postiers ne la justifiait nullement.

Cette situation était, en effet, absolument privilégiée. Considérés comme des agents électoraux précieux, ils voyaient, depuis quinze ans, toutes leurs exigences satisfaites. Mieux payés que la plupart des fonctionnaires et beaucoup plus que les meilleurs ouvriers, ils ne possèdent cependant que l'instruction primaire de ces derniers et exécutent un travail bien moins difficile.

Le commis qui a dirigé la grève touchait, avec ses indemnités, près de 6.000 francs d'appointements, et l'employé le plus mal noté est toujours sûr d'arriver, à quarante-cinq ans, avec les remises, à 4.400 francs, s'il travaille dans un bureau fixe, et 5.500 francs, s'il est ambulancier. La retraite représente les deux tiers des appointements. Les sujets capables avancent tous les trois ans. Les moins capables sont seulement retardés de trois mois. En publiant les instructions qui règlent l'avancement, les journaux montrèrent l'indulgence de l'administration et quelles faibles notes il fallait avoir pour n'avancer qu'à l'ancienneté. Voici ce que disent ces instructions :

L'avancement par ancienneté se fera pour le personnel des services d'exécution, de direction et de surveillance se signalant *par sa faiblesse de rendement, manquement de zèle, d'assiduité, d'exactitude, manque d'autorité, négligences graves ou répétées dans le service.*

Alors, pourquoi la grève ?

Elle fut simplement une crise de vanité collective exaspérée chez des gens conscients de la force artificielle qu'on leur avait laissé prendre. En voici la genèse :

Les ministres et sous-secrétaires d'Etat qui se sont succédé depuis dix ou douze ans, écrivait le *Temps*, ont eu pour politique de conquérir à tout prix la faveur de leurs subordonnés. *A priori*, toutes les réclamations du personnel étaient — aux yeux des ministres ou sous-secrétaires d'Etat — justes en principe et faciles à satisfaire. Même quand ces réclamations étaient formulées comme des ordres — et ceci devint la règle constante — tout allait pour le mieux, car il convenait d'éviter un conflit. C'est ainsi qu'on le préparait, et qu'on le préparait plus grave.

Le pouvoir flattait avec servilité les délégués de l'Association. Son président, a-t-on révélé, « déjeunait toutes les semaines chez le sous-secrétaire d'Etat, qui le consultait sur les promotions, les tableaux d'avancement et sur les nominations des directeurs ! »

A la suite de quelques discussions se manifesta un

brusque refroidissement dont le point de départ fut l'insuffisance des crédits, impuissants à satisfaire de croissantes exigences. Ces commis, habitués à parler en maîtres devant des chefs très déferents, furent indignés d'une ébauche de résistance et commencèrent à menacer. Le conflit devenait psychologiquement évident, au premier refus d'un pouvoir toujours prêt à céder.

Il éclata bruyamment, pour le plus futile motif. Le 13 mars, une délégation n'ayant pas obtenu du ministre ce qu'elle exigeait, c'est-à-dire la suppression de l'avancement au choix, sortit de l'audience en poussant des hurlements de fureur et se précipita vers le bureau central de télégraphie. Elle y sema le désordre par ses vociférations et commença la grève. Cette dernière fut votée à l'unanimité le lendemain par les postiers et télégraphistes réunis au Tivoli Vauxhall.

On connaît ses résultats. Après quelques jours de vague résistance et de menaces de révocation, le gouvernement, malgré l'appui de la Chambre, capitula de la plus complète, et, il faut bien le dire aussi, de la plus humiliante façon.

C'est, en effet, très humblement, que des ministres, disposant de toute la puissance publique, cédèrent aux injonctions insolemment formulées de fonctionnaires révoltés.

Le représentant des postiers sut bien marquer la forme humiliante de la défaite devant ses camarades enthousiasmés par un succès si imprévu.

Quand j'ai vu, hier, dans le cabinet du Président du Conseil, les gouvernants à genoux, pour ainsi dire, nous demander l'apaisement du conflit, j'ai senti que nous étions forts parce que nous étions résolus.

Les révoltés ne mirent pas longtemps à dégager les enseignements de leur triomphe. Il a été clairement indiqué par un de leurs délégués.

Nous avons appris par notre mouvement la signification du

mot maître. Pour nous, il n'y a plus de maîtres... Nous ne sommes plus des subordonnés, mais des collaborateurs.

Ce délégué fut modeste, en qualifiant les postiers de collaborateurs. Il eût pu dire plus justement : c'est nous qui sommes les maîtres, nous l'avons montré et le montrerons encore.

Quel frein moral, en effet, pourrait arrêter aujourd'hui des fonctionnaires sachant n'avoir qu'à menacer pour obtenir. Tous, maintenant, y compris la corporation des sergents de ville, font entendre des revendications.

C'est un psychologue pratique très expert, le citoyen Pataud, qui, de cette triste aventure, a le mieux déduit la leçon.

« Les dirigeants, a-t-il écrit, ont une faute impardonnable à leur actif. C'est d'avoir laissé prendre conscience de leur force à des agents qui ne s'en doutaient guère. »

Le même citoyen Pataud n'ignore pas la valeur de la discipline. Ce sagace despote sait se faire obéir de fonctionnaires sur lesquels le gouvernement reste sans action, aussi a-t-il pu assurer en public que s'il ordonnait de jeter tous les chefs de service dans des chaudières, il serait instantanément obéi. Remercions-le de bien vouloir ajourner un peu la réalisation de ses menaces.

Les feuilles socialistes marquèrent également les conséquences du triomphe de la grève. Voici ce qu'écrivait la plus importante d'entre elles :

Le prolétariat peut se rendre compte de la force que lui donnerait la possession de l'outillage des communications postales, téléphoniques et télégraphiques, lorsqu'il les prendrait en main à son usage, non plus, comme dans la grève d'aujourd'hui, pour une revendication particulière ou pour le renvoi d'un sous-ministre, mais pour une lutte générale, à l'heure décisive, en vue de son émancipation.

Une fois engagé dans la voie des lâches concessions, il faut la parcourir jusqu'à la chute finale et c'est ce que nous faisons maintenant.

Les journaux ont signalé cette invraisemblable énormité que le Conseil d'administration des chemins de fer de l'Etat avait décidé de s'adjoindre un des secrétaires de cette confédération révolutionnaire du travail qui ne cache pas son intention de détruire violemment la société. On voit jusqu'où peut pousser l'aiguillon de la peur et on devine quel avenir attend des chefs, ne comptant que sur la méprisante pitié de leurs subordonnés.

Bien que momentanément, le succès des fonctionnaires révoltés entraînera des conséquences profondes et lointaines. Je ne m'occuperai ici que des plus rapprochées.

Nous allons assister à l'accélération d'une désorganisation générale, commencée d'ailleurs depuis longtemps. Finances, services publics, marine et bientôt armée, tout s'effondrera plus ou moins lentement mais sûrement.

Ce sont surtout les forces morales, seules armatures réelles d'une société, qui s'effritent maintenant.

Un tel phénomène n'a pas été l'œuvre d'un jour. Pendant de longues années, des politiciens avides de succès ne cessèrent de bercer leurs électeurs de promesses irréalisables et de flatter les plus bas instincts populaires. Les comités électoraux, les instituteurs et les cabaretiers devinrent nos vrais maîtres. D'une pareille collaboration, quel idéal pouvait sortir? Toutes les hiérarchies, toutes les disciplines, tous les dévouements à l'intérêt collectif furent lentement détruits. Ce n'est pas impunément qu'on anéantit de tels sentiments dans les âmes.

L'anarchie que nous voyons éclore était donc inévitable et à peine est-il temps encore de méditer sur les enseignements de l'histoire. A Rome, à Athènes, dans les Républiques italiennes, partout enfin, l'anarchie prépara toujours les plus dures dictatures.

*
* *

Devant la situation morale créée par la grève des

postiers, les politiciens ont naturellement cherché des remèdes. Imbus de la grande illusion latine sur la toute-puissance des lois, ils proposèrent immédiatement de combattre le désordre avec des règlements et le gouvernement combina vite une loi sur le statut des fonctionnaires destinée à punir ceux qui se mettront en grève. Un tel degré de naïveté est surprenant. On s'est étonné de voir un journal sérieux qui a souvent montré comment le gouvernement passait « de l'énergie des paroles à la veulerie des actes », croire à l'efficacité de semblables mesures. Est-il beaucoup de personnes capables d'admettre que lorsque dix mille employés se mettront en grève, la perspective de la révocation ou même de la prison pourra les arrêter? On les avait aussi menacés de la révocation dans la dernière grève. Quelle action la menace a-t-elle exercé sur eux? Absolument aucune.

Ce moyen n'a pas été d'ailleurs le seul proposé : la discussion sur la grève au Parlement en a fait surgir de plus candides encore. Un député, d'âme évidemment simple, est venu assurer la Chambre que tout rentrerait dans l'ordre si le sous-secrétariat des postes était transformé en ministère! Des mots et des formules nous ne savons pas sortir.

En fait de remèdes, il n'en existait qu'un seul et après la seconde grève, force fut d'y avoir recours.

La conduite à tenir était exactement celle qui s'imposait déjà lors de la grève des électriciens des secteurs, dont les directeurs, par leur pusillanimité, déterminèrent en grande partie la grève des postiers.

Quand une armée en présence d'une autre se trouve dans l'impossibilité de fuir, il ne lui reste que deux partis à prendre, se constituer prisonnière ou combattre. En cédant, elle se met à la discrétion du vainqueur qui usera largement de sa victoire. En se défendant, elle peut triompher. Vaincue, son sort n'est pas plus dur. Elle a en outre sauvé l'honneur.

La seule décision efficace pour le gouvernement qu'appuyait la Chambre, était donc de livrer bataille aux forces coalisées contre lui.

Électriciens, employés de chemins de fer et de beaucoup d'administrations se seraient peut-être joints aux postiers, l'émeute aurait troublé les rues et Paris se serait vu légèrement affamé pendant quelques jours. Dure peut-être eût été la lutte, mais le succès était certain. En cédant lâchement, on n'a pas évité de futurs combats, mais alors le triomphe sera beaucoup moins assuré, car s'il est encore possible aujourd'hui de s'appuyer sur l'armée, dans très peu d'années cela ne le sera probablement plus. Il n'y avait donc qu'un moment difficile à passer et mieux valait l'accepter pour en éviter de plus sombres. Deux principes contraires, l'ordre et la révolution, ne peuvent subsister simultanément. Les peuples ont subi de nombreux bouleversements, mais on n'en peut citer aucun ayant vécu longtemps dans un état de révolution permanente, comme celui où nous semblons entrer.

Inutile d'insister sur une thèse juste, mais que n'a pas osé adopter un gouvernement dont plusieurs ministres avaient fomenté diverses grèves et pactisé souvent avec l'émeute, avant d'arriver au pouvoir.

Tenons-nous-en donc uniquement aux considérations de philosophie pure, bien qu'elles soient toujours très vaines.

Les forces sociales antagonistes en présence sont-elles inconciliables ?

Elles ne le sont certes pas en théorie, leur antagonisme n'étant qu'apparent. Elles le deviennent malheureusement en pratique, parce qu'une des forces rivales dérive de sentiments sur lesquels la raison est sans prise. La haine, l'envie, la magie des mots et des formules appartiennent à la catégorie des puissances que la logique ne saurait atteindre.

Ce sont donc les esprits qu'il faudrait pouvoir

modifier et non les institutions politiques. Filles de nécessités économiques, ces dernières échappent toujours à notre action.

Changer les représentations mentales erronées que la foule se fait des réalités, et calmer ses jalousies et ses fureurs, est une tâche peu facile. Nous sommes loin du jour où les politiciens comprendront qu'une société ne se reconstruit pas au gré de leurs caprices, que l'Etat n'est point une divinité assez puissante pour tout transformer, où ils apprendront enfin que le perfectionnement d'un peuple dépend uniquement du progrès mental des individus qui le composent.

Le syndicalisme actuel, dont la grève des postiers représente une manifestation, est dangereux, non par ses buts très chimériques, mais bien par une discipline et une énergie, auxquelles un Parlement discrédité, divisé et sans force, n'oppose qu'incohérence et faiblesse.

L'expérience du passé prouve que le monde a toujours appartenu aux audacieux, dominés par un idéal puissant, qu'elle qu'en fût la valeur. C'est avec des volontés fortes, soutenues par des convictions puissantes, que furent détruits de grands empires et fondées de grandes religions capables d'asservir les âmes.

La faiblesse philosophique des nouveaux dogmes ne saurait donc nuire à leur propagation. Les volontés disciplinées et actives qui les défendent les rendent redoutables. Il leur suffirait de se maintenir pour créer un droit nouveau, car le droit n'est que de la force qui dure.

CHAPITRE V

L'Impopularité parlementaire et la surenchère.

C'était au commencement de la Révolution française ; l'habitude de se débarrasser de ses contradicteurs en leur coupant la tête n'était pas encore régulièrement établie. Le doux Saint-Just guettait celle de Camille Desmoulins, mais n'avait pu réussir encore à la lui faire supprimer. Profitant d'un répit qui devait être assez court, le célèbre polémiste écrivait avec une fiévreuse activité ses dernières réflexions. Elles paraissaient dans un petit journal nommé *Le Vieux Cordelier*.

Vous n'avez jamais lu, sans doute, cette feuille vénérable, je ne la connaissais pas davantage jusqu'au jour récent où le hasard mit sous mes yeux le numéro du « 20 frimaire an II de la République une et indivisible. »

Son instructive lecture prouve, à qui aurait pu l'oublier, que dès les débuts de la Révolution, la méthode de la surenchère, ce fléau des démocraties, sévissait furieusement. Camille Desmoulins s'en plaint avec amertume et indique les moyens de la combattre en rappelant une vieille histoire de l'époque romaine.

En ce temps-là, dit le célèbre polémiste, que je résume un peu, vivait à Rome un certain député collectiviste du nom de Gracchus, devenu très gênant, parce qu'il faisait aux ouvriers quantité de promesses irréalisables. Ces promesses le rendaient fort popu-

laire, mais dépopularisaient en même temps le Sénat. Inquiète de ses manœuvres, l'illustre assemblée finit par prendre à sa solde un anarchiste du nom de Drusus, chargé de renchérir sur toutes les motions de Gracchus. Ce dernier demandait-il de livrer au peuple le pain à quatre sous la livre, Drusus proposait aussitôt de le donner pour deux sous et ainsi de suite. En peu de temps, Gracchus perdit toute sa popularité. Il la perdit même tellement que ses anciens adorateurs finirent, à la grande satisfaction du Sénat, par lui casser la tête. Ses contemporains le plaignirent peu, et la postérité moins encore.

Tel est le sens général de l'histoire rapportée par le *Vieux Cordelier* d'après les auteurs latins. L'apologue du célèbre polémiste ne fut pas compris et sous l'influence des surenchères journalières, la République descendit rapidement la pente des violences, de l'anarchie et des mesures arbitraires qui la firent sombrer dans la dictature.

Certes, la surenchère constitue, en apparence du moins, un assez sûr moyen de vaincre ses rivaux, surtout si ces derniers gardent quelques scrupules et si du premier coup on va assez loin. Il est incontestable que le député socialiste qui promettait jadis 6.000 francs de rente à chacun de ses électeurs, en échange d'une heure de travail quotidien, dans le cas où son parti triompherait, ne devait pas craindre beaucoup de surenchères. On eût pu tout aussi aisément promettre à chaque électeur 12.000 francs de rente et une automobile conduite par un bourgeois enchaîné sur le siège; mais, en matière de surenchère, s'il est recommandable d'arriver de suite aux extrêmes limites du vraisemblable, il est dangereux de trop les dépasser.

La méthode de la surenchère étant très commode, certains politiciens ont pris l'habitude d'en user largement. C'est seulement maintenant qu'ils lui découvrent d'assez nombreux inconvénients.

Promettre n'est jamais difficile, tenir l'est toujours. Sans doute, peut-on ajourner pendant quelque temps les réalisations, en invoquant l'opposition des partis, mais un moment arrive où l'électeur finit par découvrir qu'on l'a berné avec des chimères. Il perd alors ses illusions et les illusions sont choses trop précieuses pour qu'on les perde sans colère.

Aujourd'hui, grâce justement à leurs surenchères, beaucoup de parlementaires sont enveloppés d'un nuage d'impopularité qui s'accroît chaque jour.

Non pas, certes, que ces législateurs aient manqué de zèle, mais nul n'est capable de créer l'impossible. Or, ce qu'on a promis est précisément l'impossible. Se heurtant sans cesse à des nécessités naturelles, les lois édictées n'ont fait parfois qu'accentuer les maux qu'elles prétendaient guérir. De surenchère en surenchère, le Parlement avait voté des retraites ouvrières qui eussent coûté annuellement, 800 millions, des retraites pour les employés de chemin de fer en exigeaient 200, etc. Les intéressés eux-mêmes, comprenant l'absurdité de ces votes, laissèrent le Sénat les ramener à des chiffres vraisemblables.

Dupé d'abord par de magnifiques promesses, le peuple a fini par s'apercevoir que seuls, restaient vivaces aujourd'hui chez ses maîtres, les conflits d'appétits, et que leur morale se ramenait à une course vers la satisfaction de ces appétits. Il vit les candidats, si humbles lorsqu'ils se disputaient ses votes, devenir ensuite tyranniques avec les faibles et trop dépourvus de convictions pour reculer devant les plus irréalisables programmes, les plus absurdes promesses.

Aujourd'hui le député est à la fois l'esclave de son comité et le tyran de ceux dont il ne peut escompter les voix. Il lui faut toujours servir les besoins et les haines de ses électeurs influents.

Son existence est véritablement peu enviable. On en jugera d'après le tableau tracé par M. Raymond Poin-

caré, de la vie d'un notaire de province devenu député, puis ministre.

Il était plein d'illusions. Il mit peu de temps à les perdre. Il lui fallut d'abord subir la promiscuité du comité électoral et ses exigences. Elu, il essaya d'être indépendant. On lui fit comprendre qu'il ne fallait pas s'amuser à ce jeu. Il dut s'inféoder à un groupe. Les lettres qui affluaient demandant des palmes, des secours, des places ne l'y obligeaient-elles pas ?

Puis il devint ministre. A peine était-il désigné que son antichambre était envahie par une vingtaine de jeunes gens ambitieux de s'embarquer sur l'esquif qui portait sa fortune. Après une tentative tôt réprimée de résistance, il en fit des chefs, des sous-chefs, des chefs adjoints, des attachés de cabinet.

Mais il voulait tout de même gouverner. Les séances du conseil des ministres l'en dissuadèrent promptement. Il fallait vivre d'abord, durer, éviter les affaires gênantes... il tomba naturellement, et lassé, dégoûté, il est discrètement retourné à sa petite ville et à son champ.

Parmi les députés, certains sont cependant pleins de bonne volonté. Réunis en foule, ils ne peuvent rien. Un député de la gauche, M. Labori, qui a renoncé à se représenter, marque très justement cette impuissance dans les lignes suivantes :

L'initiative parlementaire est à peu près nulle pour tout ce qui touche aux intérêts généraux.

Le travail parlementaire se fait sans règle, sans ordre, sans sincérité. Les votes escamotés sont acquis. Le contrôle parlementaire est impossible. Les députés sont subordonnés aux ministres dont ils ont un besoin continuel pour assurer à leurs électeurs la justice qui, dans l'état de nos mœurs politiques, est devenue une faveur.

Le Parlement et le gouvernement réunis sont cahotés entre les exigences d'une démocratie chaque jour plus impérieuse et celles d'une oligarchie financière qui défend ses intérêts, et non ceux de l'Etat. Ainsi la vie politique n'est qu'un perpétuel compromis entre deux puissances de surenchère ou de corruption : la démagogie et l'argent.

La Chambre vote les lois au hasard des intérêts de l'heure. Quatre années m'ont enseigné qu'au Parlement les hommes de bonne volonté et de pensée droite s'épuisent en vains efforts.

*
* *

L'usage de la surenchère a été une des causes prin-

cipales d'antipathie croissante contre le Parlement, dont sont animés beaucoup de citoyens comme nous le montrerons bientôt. Examinons d'abord les méthodes gouvernementales qu'elle engendra.

L'habitude de la surenchère rend naturellement très obéissant devant les menaces. On cède par crainte de voir ses collègues céder. Or, ce n'est guère que dans la classe ouvrière, que se font entendre de bruyantes menaces. C'est donc pour elle surtout que le Parlement a légiféré, accumulant les lois sociales, sans s'occuper de leurs répercussions, et sans se douter qu'elles ne feraient qu'attiser des haines.

Ces terribles lois sociales ont en effet semé partout la discorde, grevé lourdement nos finances et gêné singulièrement notre industrie. Le directeur d'une de nos plus grandes compagnies de navigation maritime écrivait récemment qu'elles étaient une des causes de la triste décadence de notre marine marchande. Elles limitent graduellement l'avenir de nos entreprises industrielles en obligeant les patrons, entravés par des règlements tatillons, à supprimer de fait l'apprentissage, jetant ainsi sur le pavé des milliers d'enfants dont beaucoup sont devenus de dangereux criminels. L'assistance aux vieillards n'a guère servi qu'à allouer plus de 90 millions par an aux électeurs influents, comme l'ont prouvé récemment des rapports officiels. Qu'on y ajoute la centaine de millions abandonnés aux bouilleurs de cru, puis les centaines de millions que coûteront les retraites ouvrières votées par le Parlement, et on aura une idée du poids que peuvent faire peser sur le budget et l'industrie les surenchères de l'intérêt individuel talonné par la peur.

Bien entendu, le législateur se soucie peu des conséquences de ses lois. La plus anodine en apparence coûte cependant fort cher. Dans le *Bulletin officiel* de la Ville de Paris du 2 avril 1908, on peut lire le rapport d'un conseiller constatant avec amer-

tume que pour ses services municipaux, la ville était obligée de payer à la Compagnie qui lui fournissait le charbon nécessaire aux usines des eaux, une augmentation annuelle de 600.000 francs, conséquence des nouvelles lois ouvrières.

Les municipalités auraient tort de se plaindre, car elles pratiquent la surenchère tout autant que les politiciens. Un journal financier, *Le Globe*, montrait dans son numéro du 19 août dernier que les mesures prétendues humanitaires du conseil municipal de Paris avaient coûté aux actionnaires des diverses compagnies de tramways parisiens plus de 75 millions. Ces compagnies ayant vu disparaître tout leur capital et n'exploitant plus qu'à perte, ne distribuent naturellement aucun dividende à leurs actionnaires. Les socialistes diront que c'est tant mieux. Ils découvriront que c'est tant pis lorsque devant la grève fatale des futurs actionnaires les municipalités se verront obligées d'assurer elles-mêmes leurs services. Ce seront alors tous les contribuables, y compris les socialistes, qui subiront les pertes. Ce jour-là, ils commenceront à comprendre la puissance des lois économiques.

Rien ne servirait de récriminer puisque la surenchère, l'humanitarisme et la peur sont devenus nos guides. De tels fléaux sévissent fréquemment chez les peuples sans stabilité mentale et que menace la décadence.

*
* * *

On conçoit facilement maintenant les causes principales de l'impopularité du Parlement. Illusions créées par l'abus des promesses. Tentatives de réaliser ces impossibles promesses et par suite désordre jeté dans le commerce, l'industrie et les finances. Persécutions de classes entières de citoyens aux dépens desquelles on a voulu exécuter ces promesses. Déception de tous les croyants dans la puissance de l'Etatisme.

Suivons maintenant le développement de l'anti-parlementarisme dans les diverses couches sociales.

Inutile, naturellement, d'insister sur sa progression dans le clergé et chez les catholiques, c'est-à-dire dans une fraction déjà notable de la nation. On ne peut espérer que des gens dépouillés, traqués, persécutés de toute façon, puissent avoir de la sympathie pour des oppresseurs qui se déclarent leurs irréductibles ennemis. Donc inimitié certaine, et d'ailleurs fort justifiée, de leur part.

La même inimitié est évidente encore, quoique nullement justifiée cette fois, chez les instituteurs et de très nombreux fonctionnaires.

Aucun gouvernement n'a autant fait pour les instituteurs que la République actuelle, aucun cependant n'a récolté pareille impopularité. L'adhésion récente de la Fédération des syndicats d'instituteurs à la Confédération révolutionnaire du travail traduit nettement l'esprit dont ils sont animés.

Quant à l'hostilité des fonctionnaires proprement dits — 800.000 environ — elle croît à mesure que sont exaucées leurs revendications et si l'on ne réussit pas à les dominer, ils pourront nous conduire fort loin. Non seulement en écrasant progressivement le budget, mais encore par leur prétention de se substituer aux autres pouvoirs et de former de petits Etats dans l'Etat. Tant qu'il obtempérera à leurs désirs, le gouvernement pourra compter sur eux; dès que cela deviendra impossible, faute d'argent, comme pour les postiers, il les verra se dresser contre lui. Ce que les fonctionnaires demandent maintenant, c'est simplement « détruire la puissance ministérielle pour la répartir entre les administrations mêmes ». Ce serait le despotisme complet du rond-de-cuir. Mieux vaudrait sûrement Héliogabale ou Tibère. On peut se débarrasser d'un tyran et son pouvoir est toujours éphémère. La tyrannie anonyme et indestructible des bureaucrates nous laisserait sans espoir.

Nous sommes pourtant menacés de finir par elle. On a depuis cent ans, en France, renversé bien des régimes, bien des chefs d'Etat, bien des ministres, seule la puissance des fonctionnaires n'a jamais été effleurée. Sur toutes les ruines accumulées ils n'ont fait que grandir, et on entrevoit le jour où ils seront définitivement nos seuls maîtres.

*
* *

Presque autant que la classe des instituteurs et des fonctionnaires, celle des ouvriers a été depuis vingt ans favorisée par les législateurs. Cependant ces derniers n'ont pas de plus bruyants adversaires. Nul besoin d'être un Machiavel pour expliquer ce phénomène. Il résulte des invariables lois de la psychologie populaire. Les foules ne respectent que les gouvernements forts. Elles n'ont jamais, je l'ai dit déjà, de reconnaissance pour ce qu'elles obtiennent par les seules menaces. Le mépris du faible a toujours été leur loi.

L'antiparlementarisme des ouvriers en général, et de la Confédération du travail en particulier, est indiscutable. Leur haine contre les législateurs s'adresse à tous les partis, aux socialistes surtout. Pour les cléricaux seulement ils manifestent parfois quelque indulgence, sans doute parce que leur mentalité est assez voisine.

L'ouvrier rêve aujourd'hui d'une autocratie populaire nouvelle dressée contre l'autocratie jacobine. Il est persuadé que, grâce à ses mystérieuses capacités, le prolétariat réalisera ce que n'a pu réaliser la bourgeoisie : le bonheur universel.

A force d'entendre les parlementaires lui promettre des miracles, lui proclamer tous les jours qu'il est le maître souverain de toutes choses, investi de tous droits, sans nul devoir, qu'il n'a qu'à vouloir pour pouvoir, le Nombre, écrit M. Jules Roche, a fini par croire ses courtisans.

« Plus de politiciens ! Plus d'action parlementaire !

Tout par l'action directe » est aujourd'hui la devise des entraîneurs populaires.

Sentant cette hostilité croissante, les socialistes avancés ont tâché de la combattre par des flatteries, mais ils n'ont abouti qu'à des échecs et en sont arrivés à ne plus oser se montrer dans les grands meetings ouvriers. Quand par hasard ils essaient de s'y insinuer, c'est pour se voir accueillis de la plus insolente façon. On en jugera par les extraits suivants d'un compte rendu que j'emprunte au journal *Le Temps* du 21 mai 1909 :

M. Dejeante, député de Paris, essaye d'obtenir le silence ; il adjure les auditeurs de rester calmes, il n'obtient qu'une réponse :

— Hou ! hou ! les quinze mille !

Toute la salle est debout, soit sur les banquettes, soit sur les tables. Les interruptions opposées se croisent :

— Dehors, les mouchards !

— A la porte, les députés !

Le tapage redouble encore lorsque M. Dejeante veut prononcer son discours.

— Je suis un vieux syndiqué, dit-il.

— Et un « quinze mille » en même temps ! lui répond le groupe des interrupteurs.

Nouvelle bagarre. M. Dejeante voulant parler quand même, les révolutionnaires entonnent l'*Internationale*. M. Dejeante prend le parti de faire chorus avec eux ; la fin de l'*Internationale* est accueillie par des applaudissements frénétiques.

Puis, c'est un libertaire qui vient prêcher le sabotage :

— Nous avons entendu des gens parler de révolutions et qui s'en sont fait des rentes. Messieurs les députés qui avez table bien servie, auto et le reste, vous en parlez à votre aise. Mais nous n'avons rien, nous n'aurons rien. Il ne s'agit pas de discours. Il faut des actes.

*
* *

Pour des raisons très différentes, mais parfaitement justifiées, les industriels et les capitalistes, c'est-à-dire les vrais générateurs de la richesse nationale, ne professent aucune sympathie pour nos gouvernants. Non seulement ces derniers ne les ont guère protégés contre le sabotage, l'incendie et les violences de toute

sorte, mais ils entravent chaque jour leurs industries par les lois sociales les plus vexatoires, en attendant de pouvoir détruire définitivement leurs fortunes par des impôts inquisitoriaux plus vexatoires encore.

On croit ne pas devoir les ménager parce qu'ainsi que le dit M. Pierre Baudin dans son livre *La Politique réaliste*, « les sociétés ne sont plus représentées par l'élite ». Cela n'est vrai que d'apparence. En réalité, je l'ai précédemment montré, les élites ne furent jamais aussi nécessaires qu'aujourd'hui. Loin de diminuer leur rôle grandira encore. Sans élites, ni science, ni industrie, ni progrès matériels. Sans elles ce serait la basse décadence socialiste caractérisée par l'égalité dans la misère et la servitude.

Donc le parlementarisme s'est créé des ennemis nombreux et variés. Toutes les classes lui témoignent de l'aversion. Une seule, la bourgeoisie moyenne, ne lui est pas hostile, mais simplement indifférente, immensément indifférente. M. d'Auriac, dont j'ai plusieurs fois cité les écrits, l'a très bien montré dans les termes suivants :

La bourgeoisie française, composée d'éléments divers, secouée par dix révolutions, est profondément indifférente à toutes les formes de gouvernement.

Elle n'est ni royaliste, ni impérialiste, ni républicaine. Elle vote pour la république parce que la république existe, elle est conservatrice, non d'une forme de gouvernement, mais de ce qui est. Elle est fidèle à celui, quel qu'il soit, qui lui donne la paix et la sécurité. Le lendemain de la chute elle ne le connaît plus puisqu'il ne peut plus lui servir à rien.

Une des causes les plus actives de l'impopularité parlementaire est la tyrannie véritablement odieuse que le député de province, obligé d'épouser toutes les haines locales de son comité, fait lourdement peser sur les citoyens n'appartenant pas à son parti. Dans une interview publiée par *Le Journal*, M. Loubet, qui fut député avant de devenir Président de la République, fit à ce sujet les révélations suivantes :

Comment voulez-vous que l'on conserve le scrutin d'arron-

dissement dans l'état misérable où il est tombé avec les représentations qu'il a données et qu'il préparerait encore? C'est le comble de l'abaissement. On n'a pas idée à Paris des mœurs que ce système déformé a fini par créer dans les provinces, des tyrannies qu'il a érigées, des procédés d'oppression publique qu'il a installés. « Celui qui ne vote pas pour moi est mon ennemi. » Voilà la formule. Elle ne se déguise pas. Peu importe que la grêle tombe sur la vigne de l'adversaire et que son bétail soit emporté par la maladie. Il y aura des indemnités pour certains électeurs. Il n'y en aura pas pour les autres. Tant pis pour eux s'ils sont ruinés : ça leur apprendra à ne pas faire partie de la clientèle triomphante ! Dans un pays centralisé comme la France, de telles mœurs ont pu durer très longtemps, mais elles sont arrivées à un point d'excès où l'instinct de justice qui est si vif chez nous finit par être universellement révolté. Et il est dangereux d'exaspérer en France le sentiment de justice.

Les hommes les plus éclairés ont fini par se former de la Chambre des députés une idée très sévère. On en peut juger par l'extrait suivant d'un manifeste du « comité républicain de la République proportionnelle ». Il est signé des noms les plus connus de l'Institut, de la Sorbonne, de l'Industrie et du Barreau : MM. A. Carnot, Bouchard, Croiset, Dastre, Painlevé, J. Harmand, Diehl, Fernand Faure, etc. Cet *etc.* comprend une cinquantaine de noms, la plupart éminents. Au fond, ce manifeste signifie simplement que, par trop opprimée, l'élite finalement se révolte.

L'usage du scrutin d'arrondissement a perpétué des mœurs électorales et politiques intolérables ; la candidature officielle, l'arbitraire dans les actes administratifs, l'arbitraire même dans l'application des lois, la faveur substituée à la justice, le désordre dans les services publics, le déficit dans les budgets où les intérêts privés et de clientèle prévalent sur l'intérêt général.

Il faut affranchir les députés de la servitude qui les oblige à satisfaire des appétits pour conserver des mandats. Il faut mettre plus de dignité et de moralité dans l'exercice du droit de suffrage ; substituer la lutte des idées à la concurrence des personnes.

*
* * *

Comment, après avoir accumulé tant d'hostilité dans toutes les classes, le régime parlementaire peut-il encore subsister ?

Il dure, et probablement durera longtemps, grâce à cette raison tout à fait capitale d'être à peu près le seul gouvernement possible chez les peuples civilisés. C'est justement pourquoi tous l'ont adopté. Que le régime parlementaire ait à sa tête un souverain héréditaire, comme en Angleterre, en Belgique et en Italie, ou un chef élu comme en France et en Amérique, ce sont toujours des parlements qui légifèrent et des ministres qui gouvernent. Les derniers gouvernements autocratiques de l'Europe, la Russie et la Turquie, ont dû finir par accepter le parlementarisme, ne pouvant faire autrement.

Quand un régime est inévitable il faut l'accepter, mais tâcher de l'améliorer. On améliorera le régime parlementaire par un mode d'élection des députés leur donnant quelque indépendance à l'égard des électeurs. On l'améliorera encore au moyen des mesures que j'ai indiquées contre la dangereuse armée des fonctionnaires. Lorsque ces derniers seront uniquement, ainsi que dans l'industrie privée, des agents auxiliaires, à l'égard desquels aucun engagement n'aura été pris au début de leur carrière, ils se considéreront comme des serviteurs facilement remplaçables et ne s'érigeront plus en maîtres impérieux.

Enfin le régime parlementaire sera surtout amélioré quand les gouvernants se décideront à faire preuve d'un peu d'énergie et à ne plus pactiser sans cesse avec l'émeute, sous prétexte d'apaisement. Comment, malgré tant d'exemples répétés, les hommes au pouvoir n'arrivent-ils pas à découvrir que leur faiblesse constante, leurs amnisties à jet continu ne font qu'accroître l'armée des révoltés, des incendiaires et des saboteurs ?

Et par le fait seul que les amnisties sont à jet continu, les émeutes le sont aussi. Le bilan en devient de plus en plus sombre.

1907, révolte de deux départements du Midi et mutinerie d'un régiment; 1908, insurrection à main

armée de Draveil; 1909, grèves des postiers et des inscrits maritimes, grèves révolutionnaires de Méru et de Mazamet, sabotages variés, emploi de la dynamite pour faire exploser des bateaux; 1910, nouvelle grève des inscrits de Marseille, etc.

Une faiblesse aussi constante que celle de nos gouvernants ne saurait longtemps durer. Quand l'anarchie grandit sans cesse et que le parti de l'ordre faiblit toujours, c'est l'anarchie qui finit par triompher.

CHAPITRE VI

Les Progrès du Despotisme.

L'évolution du collectivisme et du syndicalisme révolutionnaire vers un despotisme absolu est une des caractéristiques de l'âge actuel. Un grand journal en donnait récemment l'exemple suivant, choisi entre mille.

Un cas tout à fait odieux de tyrannie syndicale vient de se produire à Cette. Douze ouvriers sont mis, par le syndicat, dans l'impossibilité absolue de travailler, et par conséquent de vivre, ces ouvriers-là n'ayant pour vivre que leur travail. Quel est donc leur crime ? De s'être laissé embaucher durant une grève récente qu'ils n'approuvaient point.

Nulle part la tyrannie syndicale n'a exercé de tels ravages et causé tant de ruines qu'à Cette, une pauvre ville très affaiblie déjà par la crise économique. Les ouvriers dockers, par leurs prétentions exorbitantes, par leurs grèves incessantes, ont tout fait pour détruire ce qui restait encore de vie dans notre second port méditerranéen. La pauvreté, la misère augmentent ; les quais restent déserts ; c'est à peine si, à de rares intervalles, un navire se montre dans le port.

Ce n'est pas à Cette seulement que se produisent semblables faits. On peut les observer partout. Après avoir constitué une exception, ils deviennent la règle.

Une telle généralisation résulte de causes lointaines. Les événements politiques et sociaux ne germent pas spontanément. Ils ont des racines profondes et représentent toujours l'épanouissement de phénomènes antérieurs.

Les discours de tous les orateurs politiques, du

début de la Révolution à nos jours, proclament sans cesse la haine du despotisme et l'amour de la liberté. L'histoire de la même période révèle, au contraire, l'horreur profonde de la liberté, — surtout de celle des autres — et le goût de la tyrannie. Toutes nos batailles politiques ont roulé presque exclusivement sur la question de savoir quel parti exercerait cette tyrannie et quelles classes de citoyens la supporteraient. Nous avons peu varié depuis Louis XIV. L'Etat persécutait alors les protestants et les Jansénistes rebelles à ses volontés. Il continue aujourd'hui la même méthode, vis-à-vis de ceux qui ne pensent pas comme lui, et les dépouille de leurs biens. Nos petits despotes ne sont pas assurément très comparables à Louis XIV, mais ils possèdent les mêmes besoins de domination. Les syndicats ouvriers sont héritiers de l'esprit du grand roi.

Tous les partis sont animés en France d'une égale et farouche intolérance, d'une identique tendance à la tyrannie. Comme l'écrit justement Faguet, ce qu'on enseigne d'abord à l'enfant, c'est une doctrine à détester, des catégories de citoyens à haïr. On sait avec quelle vigueur un trop grand nombre d'instituteurs développent ces sentiments dans les couches populaires.

Notre goût très vif pour le despotisme et notre horreur invincible de la tolérance, étant des sentiments manifestés par les classes sociales les plus différentes, il faut bien les subir.

Pratiqué d'abord par la noblesse et les rois, puis par la bourgeoisie, le despotisme l'est maintenant par les classes populaires. Elles apportent naturellement dans son exercice les violences caractéristiques de leur mentalité rudimentaire. Ces violences ne déplaisent nullement d'ailleurs aux socialistes puisqu'ils ne cessent de flatter leurs maîtres avec des expressions d'adulation que seuls les rois nègres obtenaient jusqu'ici de leurs esclaves.

Toutes les décisions élaborées dans les vapeurs de

l'alcool par quelques meneurs attablés chez des marchands de vins sont écoutées avec respect et humblement obéies.

Ces entraîneurs et les foules qui les suivent sont terriblement impulsifs. Servir de tels maîtres n'est pas facile, même en se prosternant perpétuellement devant eux. Les âmes primitives ne connaissent, en effet, ni l'injuste, ni l'absurde, ni l'impossible. Comme elles forment la majorité, on est bien obligé de subir les fantaisies du nombre interprétées par les esclaves du nombre. Il faut, et notre Parlement ne fait guère autre chose, voter les plus incohérentes mesures, rejeter les traditions, mépriser les nécessités économiques, agir contre les lois naturelles, n'obéir enfin qu'aux intérêts et aux impulsions du moment.

Ces impulsions représentent les volontés du syndicalisme et du collectivisme révolutionnaire. Parmi les meneurs les plus influents, figure la demi-douzaine des chefs de la Confédération du travail. Leur pouvoir absolu a vite fait pâlir celui des socialistes, précisément parce qu'il est absolu.

La mentalité de ces meneurs est cependant singulièrement inférieure. M. Deschanel en a très bien mis en évidence les éléments dans un discours :

Ils sont à la fois césariens, aristocrates et mystiques.

Césariens, autant par leur mépris des institutions parlementaires que par leur mode de votation arbitraire et la direction autoritaire de la confédération ; aristocrates par leur dédain du suffrage universel et de la démocratie ; mystiques puisqu'ils croient au « cataclysme » d'où surgira le monde nouveau. Ils se flattent de ne plus croire aux mythes et ils vivent sur un mythe comme aux âges primitifs. Le miracle est déplacé, il a changé de forme ; mais c'est toujours le miracle, le coup magique qui renouvelle les sociétés en changeant la nature humaine elle-même.

L'idéal de ces âmes rudimentaires représente une régression politique et sociale complète, un retour à la barbarie des premiers où dominait ce collectivisme pur dont l'humanité eut tant de peine à sortir.

Leur mentalité et le but poursuivi les rapprochent beaucoup des premiers chrétiens. Les prophètes juifs fulminaient eux aussi contre les riches et annonçaient le règne de la justice et de l'égalité. Les Pères de l'Eglise déclaraient avec saint Basile et saint Jean-Chrysostome que les riches sont des larrons. Pour saint Jérôme, la richesse était toujours le produit du vol. Il fallait revenir à la communauté des biens, à l'égalisation des fortunes. Les chefs de la Confédération peuvent donc invoquer de célèbres prédécesseurs.

* * *

Le besoin de tyrannie est un sentiment de race faisant partie, à vrai dire, de notre constitution psychologique. On le prouve aisément en comparant, comme je l'ai tenté déjà, les effets d'institutions identiques chez des nations différentes.

Considérons par exemple le syndicalisme, évolution naturelle de l'esprit corporatif, qui se développe chez tous les peuples. En France, il est devenu un instrument de violence, prêchant la révolte, la haine, l'antipatriotisme, l'antimilitarisme, et constitue un agent de désagrégation sociale menaçant l'existence même de notre pays. En Angleterre, le syndicalisme est, au contraire, une institution pacifique fort utile pour régulariser les rapports entre patrons et ouvriers et n'incitant à la haine et à la révolte contre personne.

Ce phénomène impressionna beaucoup les ouvriers d'une délégation, chargée récemment d'aller étudier sur place, l'organisation du travail en Angleterre. Voici un extrait de son rapport :

Nous avons été frappés par l'esprit national qui anime nos amis. Tous nous ont parlé de leur sentiment de fraternité universelle ; aucun ne trouve à exprimer de sentiments hostiles ou du moins violemment hostiles au gouvernement anglais. En plusieurs cas, notamment à la Bourse du Travail de Manchester, nos camarades syndiqués ont porté la santé du roi. Nos amis ne paraissent point aussi prompts que nous à faire la critique de leur propre pays.

Nous avons vu nos camarades des syndicats s'asseoir à la table des patrons, nous inviter à en faire autant. Il semble que les relations aient une forme plus diplomatique entre syndicats ouvriers et syndicats patronaux.

Je ne sais pas si le siècle actuel assistera, comme l'indiquent certains symptômes, à la naissance d'une religion nouvelle. Elle aura droit à notre admiration si elle réussit à nous inculquer l'esprit de tolérance et l'horreur du despotisme, sentiments totalement ignorés de nos mentalités latines.

Les conséquences de la tyrannie exercée par les meneurs ouvriers ne s'aperçoivent que lorsqu'elles se manifestent sous forme de grèves ou d'insurrections, comme à Draveil, mais les plus dangereuses sont celles qu'on ne voit pas. Par leur action continue et l'accumulation de leurs effets, elles produisent une lente désagrégation des services publics et de l'industrie, c'est-à-dire des éléments de la vie sociale.

Redoutant le sabotage qui les ruinerait, certains de ne pas être soutenus par le gouvernement, chefs et patrons acceptent maintenant les yeux fermés toutes les exigences des ouvriers et tolèrent la réduction croissante de leur production. Ils se disent qu'après tout, ce sont des collectivités anonymes, actionnaires ou caisses publiques, qui supporteront les frais de cet état de choses.

La diminution du travail et, par conséquent, l'élévation des prix de revient, s'accroissent dans d'énormes proportions, sous l'empire d'une crainte générale. Elle règne, cette crainte, dans les secteurs électriques de Paris, où, depuis la grève des électriciens, on n'ose pas prendre la plus anodine mesure sans avoir demandé l'avis du redouté secrétaire dont l'ordre a provoqué cette grève; dans les arsenaux où la production est réduite à ce point qu'ils consacrent, — d'après la déclaration d'un ministre de la Marine, — cinq ans à la construction d'un cuirassé que l'Angleterre édifie en deux ans avec une dépense beaucoup moindre.

Par contagion, l'autorité s'affaïsse universellement. Convaincus de leur impuissance, les chefs se désintéressent de la chose publique et ne songent plus qu'à leurs intérêts personnels. De temps en temps éclate une catastrophe, synthèse de toutes ces petites désorganisations et indifférences partielles. Ce ne sont pas des accidents purement fortuits qui causèrent en quelques années la disparition d'importantes unités de notre marine : l'*Iéna*, le *Sully*, le *Jean-Bart*, le *Chanzy*, la *Nive*.

Le despotisme populaire s'ajoute du reste à beaucoup d'autres. L'autocratie jacobine des collectivistes n'est pas moins oppressive et son action s'étend chaque jour. Persécutions religieuses féroces, expropriations pratiquées sur une grande échelle à l'égard d'une classe très nombreuse, lois d'une intolérable tyrannie contre le commerce et l'industrie, etc.

Actuellement, elle prépare, sous le nom d'impôt sur le revenu, le plus formidable engin d'oppression individuelle que la France ait connu depuis plusieurs siècles. Tous les économistes ont répété, et Paul Delombre en a refait vingt fois la preuve, dans ses beaux articles, que cet impôt, tel qu'on le propose, désorganisera entièrement nos finances déjà si incertaines sans alléger personne. Les collectivistes le savent d'ailleurs parfaitement et s'en réjouissent, puisqu'ils se proposent les deux buts suivants : 1° Persécuter d'une façon insupportable les gens qui ne sont pas de leur parti ; 2° obtenir par une inquisition fiscale de tous les instants l'inventaire des fortunes, de façon à s'en emparer, soit progressivement, soit en bloc, le jour où il sera possible de le faire par une mesure légale identique à celle qui permit d'exproprier les congrégations, sans avoir à invoquer d'autre droit que celui du plus fort. En attendant, la loi fonctionnera comme un moyen d'oppression autorisant à écraser de taxes ceux qui déplairont et à dégrever de toute charge les amis. Les collectivistes

ne se doutent guère que ce régime d'inquisition deviendrait vite tellement odieux, engendrerait de telles révoltes que son application marquerait, malgré la veulerie universelle, la fin certaine de la République. Les moutons eux-mêmes finissent par s'insurger. Mais la passion du despotisme est trop intense dans les âmes qu'elle domine pour leur laisser aucun jugement.

*
* *

Si le penchant à la tyrannie et le mépris de la liberté sont universels en France, on ne peut nier, cependant, qu'il s'y rencontre une élite d'esprits libéraux éclairés, n'éprouvant pas le besoin de persécuter et d'asservir des classes entières de citoyens pensant différemment qu'eux. Leur nombre est trop minime pour pouvoir former un parti influent. Loin d'ailleurs, de s'accroître, ce parti diminue chaque jour.

Ici se pose une question embarrassante : pourquoi cette élite, déjà si faible, se réduit-elle constamment ? Comment rencontrons-nous parmi les députés et leurs électeurs, beaucoup d'esprits pacifiques et sages : professeurs, médecins, industriels, ingénieurs, etc., devenus les défenseurs des doctrines les plus subversives ?

Pourquoi, par exemple, est-ce surtout chez les universitaires que se recrutent les chefs et les principaux apôtres du collectivisme révolutionnaire, de l'antipatriotisme, de l'antimilitarisme, etc. ?

Rappeler que le bon sens n'accompagne pas toujours l'instruction et que les intellectuels ne brillent pas tous par l'intelligence serait une insuffisante réponse.

Diverses raisons ont déterminé ce nouvel état mental. Il faut citer, au premier rang, la peur, devenue, nous l'avons vu, le véritable mobile des votes parlementaires.

Un ancien député socialiste, M. Fournière, l'a très justement exprimé dans les lignes suivantes :

Du plus anarchiste au plus parlementaire d'entre nous, nous portons tous une chaîne de terreur, la terreur de n'être pas aussi avancé que celui qui est devant nous... Curés de la sociale, nous avons promis le paradis à nos ouailles, où les avons-nous conduites ?

Terrorisé par les clameurs des comités que dirigent d'obscurs sectaires, le député redoutant de ne pas paraître assez hardi, de ne pas flatter suffisamment les aspirations populaires, tâche de les dépasser. Pour être entendu, il crie plus fort que ses concurrents et, à force de se répéter, finit par croire à ses propres discours.

Cette cause n'est pas la seule de la mentalité que j'essaie d'expliquer. Une des principales est l'antique erreur latine que les sociétés peuvent se transformer par des lois. Tous les partis étant persuadés qu'avec de bons décrets il est facile de remédier aux maux dont chacun souffre, le député est harcelé par ce désir de « faire quelque chose ». Les complications formidables des nécessités sociales lui échappant, ainsi qu'échappait jadis aux médecins la complication de l'organisme, il traite le corps social comme les docteurs traitaient alors les malades, saignant et purgeant au hasard. Eux aussi s'acharnaient à « faire quelque chose ». Ils mirent plusieurs siècles pour découvrir que beaucoup mieux eût valu ne rien faire, laisser agir les lois naturelles, et éviter ainsi de mettre le doigt dans un mécanisme très compliqué et fort mal connu.

Aucune démonstration n'est arrivée à affaiblir en France cette conviction que l'Etat peut tout avec des lois. Elle est même devenue une sorte de dogme religieux intangible pour une foule de sectaires. Dans un lumineux article, M. J. Bourdeau analysait récemment le livre d'un professeur de l'Université, destiné à justifier le rôle providentiel de l'Etat. Suivant ce professeur, l'Etat doit se charger du bonheur du peuple, de son salut terrestre et exercer un rôle ana-

logue à celui de l'Eglise au Moyen Age. Quels terribles éducateurs s'est donnés notre démocratie! Combien funestes ces pédagogues vivant uniquement d'illusions loin des réalités qui conduisent le monde.

L'idée d'un Césarisme étatiste absolu pouvant tout se permettre est tellement ancrée, dans la cervelle des sectaires socialistes, que d'après eux l'Etat n'est tenu à respecter aucun engagement, aucun droit et n'a d'autre maître que son bon plaisir.

Cette prodigieuse mentalité n'avait été observée, jusqu'ici, que chez les rois nègres de l'Afrique. Ils respectaient, cependant, quelquefois leur parole. Pour les socialistes, au contraire, l'Etat n'est nullement obligé à en tenir compte. Le chef du parti socialiste, en France, n'a pas hésité, dans une discussion récente au Parlement, à soutenir cette thèse. Il s'est attiré la réponse suivante, d'un ministre dont le jugement a survécu à son passé socialiste.

Comment! un contrat est passé entre une Compagnie et l'Etat, des difficultés s'élèvent sur l'interprétation du contrat entre les deux parties, et l'une des parties réglerait elle-même ces difficultés en interprétant toute seule le contrat! Est-ce possible? Que deviendrait la parole de l'Etat et j'ose dire le crédit même de l'Etat si les engagements pris au nom du pays pouvaient être le lendemain, ou vingt ou trente ans après — le temps ne fait rien à l'affaire — reniés avec cette désinvolture?

De telles évidences devraient sembler indiscutables. Le fait qu'il soit devenu nécessaire de les défendre montre à quel point les doctrines les plus despotiques ont séduit nombre d'esprits.

*
* *

Les observations précédentes révèlent la mentalité des législateurs et l'expliquent un peu. D'où vient celle du bourgeois à tendances révolutionnaires?

Inapte généralement à la réflexion et au raisonnement, il adopte, par simple imitation, quelques formules à la mode qui lui permettent de se dissimuler la médiocrité de ses pensées. « Marcher avec son

temps, être un homme de progrès », etc. Ce que cela signifie, il ne l'a jamais soupçonné et les braves gens qui l'écoutent ne le savent pas davantage.

Il est, du reste, de même que tous les Français, incurablement Etatiste et c'est pourquoi les bourgeois de tous les partis : cléricaux, collectivistes, monarchistes, etc., se trouvent d'accord pour exiger de l'Etat des lois destinées à remanier le monde.

Le socialisme synthétisant cette aspiration générale fait, pour cette raison, de rapides progrès dans la bourgeoisie, bien qu'il soit un retour vers la barbarie et nous menace d'un despotisme plus dur que tous ceux étudiés par l'histoire.

Aux causes qui viennent d'être données de la mentalité bourgeoise actuelle, s'ajoute encore son antipathie apparente pour la tradition. Aucune classe n'est plus courbée sous son joug et pourtant, aucune ne la déteste davantage, sans doute parce que, de temps à autre, elle sent que, malgré tant d'efforts, il est impossible de détruire sa puissance. On la déteste comme l'esclave déteste le maître qui le domine tout en sachant bien qu'il faut lui obéir.

Pour toutes ces causes diverses, des hommes relativement éclairés en sont arrivés à se courber devant les bas démagogues des Eglises nouvelles avec autant de servilité que des courtisans asiatiques devant un souverain absolu.

Quelques rares indépendants finissent pourtant par renoncer à servir de pareils maîtres. Un des anciens chefs du parti socialiste belge, M. le sénateur Edmond Picard, a exprimé sa répulsion à cet égard dans une lettre publique dont voici quelques extraits :

Je ne quitte pas le parti ouvrier, mais je quitte le groupe des sectaires qui y tapagent et que, suivant la tradition, les raisonnables se laissent aller à suivre. L'inévitable surenchère s'impose à ceux qui craignent de paraître pusillanimes s'ils ne font pas autant ou plus que les extravagants.

J'ai une âme rebelle à l'intolérance. Vous avez, parmi vous, des individualités qui pratiquent, à la sauce socialiste, le *Perinde*

ac cadaver d'Ignace de Loyola. Je refuse de m'y soumettre, ne fût-ce que pour l'exemple et pour la dignité humaine. Que ce clergé cherche ailleurs des esclaves.

Suivez vos destinées. Leur fatalité vous entraîne.

Le « clergé socialiste » n'est pas embarrassé pour découvrir des esclaves. Avec l'évolution de la mentalité actuelle, il est facile de trouver des âmes prêtes à subir des tyrannies beaucoup plus redoutables que celles des anciens rois absolus. La liberté possède encore des défenseurs théoriques, mais c'est le despotisme qui séduit les foules et leurs maîtres.

LIVRE IV

LES ILLUSIONS SOCIALISTES ET SYNDICALISTES

CHAPITRE I

Les Illusions socialistes.

Le socialisme dont nous discutons les doctrines ne doit pas être confondu avec le mouvement de solidarité sociale, que nous voyons se développer un peu partout. Ce dernier n'est aucunement issu des théories socialistes et le triomphe de ces dernières ne pourrait même que l'entraver. Etablir universellement le même niveau égalitaire sous la main rigide de l'Etat ne conduirait nullement, en effet, à l'amélioration du sort des classes ouvrières, et empêcherait tout progrès.

Donc, en luttant contre les théories socialistes, nous sommes bien assurés de ne pas combattre le mouvement de solidarité sociale dont je viens de parler et que personne — sauf peut-être les socialistes — ne songe à empêcher. Le progrès matériel et moral des classes pauvres est l'objet des préoccupations universelles. On sait quels efforts se multiplient pour réaliser un tel but. Assurances contre les accidents, créations de maisons ouvrières, retraites, hygiène, éduca-

tion, crédit agricole, développement de la mutualité, organisation de la prévoyance, etc., etc., sont des preuves évidentes de la sollicitude générale. Ce n'est pas là du socialisme, mais du devoir social, chose bien différente.

Le socialisme comprenait jadis des sectes diverses n'ayant de commun qu'une haine intense de l'organisation établie. Depuis quelques années, le collectivisme semblait devoir se substituer à toutes ces sectes et devenir prépondérant. Il règne encore au Parlement et inspire beaucoup de ses votes.

Un tel triomphe ne paraît pas devoir durer. Progressivement, on a vu se développer en Allemagne, en France, et ailleurs, une nouvelle doctrine, le *Syndicalisme*, en voie de conquérir le monde ouvrier et de le détourner entièrement du collectivisme.

Les deux doctrines sont nettement opposées. Les syndicalistes tiennent essentiellement du reste à bien marquer cette divergence. Les collectivistes font leur possible au contraire pour la cacher, sachant parfaitement, combien ce nouveau mouvement est nuisible à leurs théories, et voyant chaque jour l'âme populaire se détourner d'eux.

Malgré les concessions les plus humbles des collectivistes, les syndicalistes ne cessent d'insister sur l'incompatibilité qui les sépare des socialistes. Ils y reviennent sans cesse dans leurs journaux et leurs congrès.

A celui d'Amiens où figurait un millier de syndicats représentés par 400 délégués, il fut proposé « de faire entrer les syndicats en rapport avec le parti socialiste. Cette proposition a été repoussée à la quasi-unanimité ».

Les syndicalistes tiennent surtout à montrer le côté chimérique des doctrines collectivistes. S'adressant à un des chefs du socialisme français, un membre influent du syndicalisme s'est exprimé au Congrès de 1907 dans les termes suivants :

Vos conceptions sont utopiques parce qu'elles donnent à la force coercitive de l'Etat une valeur créatrice qu'elle n'a pas... Vous ne ferez pas surgir du jour au lendemain une société toute faite, vous ne donnerez pas aux ouvriers la capacité de diriger la production et l'échange, vous serez les maîtres de l'heure, vous détiendrez toute la puissance qui hier appartenait à la bourgeoisie, vous entasserez décrets sur décrets, mais vous ne ferez pas de miracle et vous ne rendrez pas du coup les ouvriers aptes à remplacer les capitalistes. En quoi, dites-moi, la possession du pouvoir par quelques hommes politiques aura-t-elle transformé la psychologie des masses, modifié les sentiments, accru les aptitudes, créé de nouvelles règles de vie ?

Ce n'est pas en France seulement, mais en Allemagne que s'est opérée la scission entre syndicalistes et collectivistes.

Au Congrès de Mannheim, en 1906, le socialiste Bebel et son parti se sont trouvés en présence des syndicalistes. « Bebel, rapporte M. Faguet, a été obligé, pour conserver une ombre d'autorité, de leur faire, au mépris de toutes ses déclarations antérieures, des concessions quasi complètes. »

Dans leurs journaux, les syndicalistes repoussent fièrement toute alliance avec le socialisme.

Le socialisme, écrit l'un d'eux, tend à étendre le domaine des institutions administratives... Il est un principe de lassitude et de faiblesse espérant réaliser par l'intervention extérieure du pouvoir ce que l'action personnelle ne peut atteindre. C'est le produit de nations en décadence économique, de peuples anémiés et vieilliss.

Ces vérités n'étaient évidentes, il y a quelques années, que pour un petit nombre de psychologues. Il est intéressant aujourd'hui de les voir comprises par des ouvriers.

Depuis longtemps, du reste, les creuses déclamations des rhéteurs sur la dictature du prolétariat et sa substitution à la classe bourgeoise avaient été jugées à leur valeur par des socialistes éclairés.

« La dictature du prolétariat, écrivait Bernstein, cela veut dire la dictature d'orateurs de clubs et de littérateurs. »

Devant les attaques répétées des syndicalistes, les socialistes s'affolent et acceptent avec résignation des théories les plus avancées, telles que l'antipatriotisme. Un journal, organe officiel de leurs doctrines, a publié en première page, un dessin allégorique représentant des ouvriers déchiquetant des drapeaux couverts des noms les plus glorieux de notre histoire.

De si basses concessions ne sauraient empêcher la désagrégation du socialisme. Il se divise maintenant en petites chapelles s'accablant d'invectives. Ce sont là querelles de moines, possédant la vérité pure, et réservant des trésors de haine pour les impies.

Les journaux doctrinaires gémissent de ces dissensions, mais ils sont bien obligés de les confesser. Le *Mouvement socialiste* du 15 janvier 1908 s'exprimait ainsi :

Le socialisme s'enfonce toujours davantage dans une crise inextricable. Le glorieux mouvement qui avait, au cours du siècle passé, éveillé tant d'espérances, risque de s'acheminer à la plus triste des faillites. Voilà qu'à côté du socialisme ouvrier et révolutionnaire pullulent, comme autant de champignons vénéneux qui étoufferont sa poussée, des multitudes de socialismes étranges et imprévus. Nous avons le socialisme d'Etat, le socialisme municipal de l'eau et du gaz, le socialisme franc-maçon, le socialisme intégral et intégraliste, et toute une série d'autres aux adjectifs également variés. Nous avons maintenant, officiellement défendu par le plus vaste parti socialiste, le *socialisme patriotique*. A quand le *socialisme capitaliste* ?

Le côté chimérique du collectivisme éclate donc maintenant à bien des yeux. Cela ne l'empêche pas d'être toujours très puissant au Parlement, où s'élaborent sous son influence de pernicieuses lois, et c'est pourquoi nous croyons utile d'indiquer ici ses dangers. Dans un autre chapitre, nous parlerons plus en détail du syndicalisme, mouvement autrement sérieux que le collectivisme, car ce sont les nécessités économiques modernes et non des rêveries qui l'ont créé.

*
* *

Un des buts fondamentaux des socialistes est d'effacer

les inégalités naturelles en établissant l'égalité des conditions. On espère y arriver par la suppression de la propriété et de la fortune individuelle et la gestion de toutes les industries par l'Etat.

Cette doctrine représente, en réalité, une des formes de la lutte éternelle du pauvre contre le riche, de l'incapable contre le capable et à ce titre il remonte aux origines de l'histoire. Tous les peuples connurent de telles luttes. Pour les Grecs, elles amenèrent la perte de l'indépendance, pour les Romains la fin de la République et l'établissement de l'Empire.

La Révolution française fut peu favorable aux socialistes. Elle proclama l'égalité, mais, après avoir exproprié la noblesse et le clergé, s'empressa de déclarer que la propriété était chose sacrée et la base même de l'ordre social. Il y eut bien alors quelques tentatives de socialisme communiste. On y mit rapidement fin en coupant le cou aux adeptes de la doctrine.

Comment est né le socialisme moderne, comment s'est-il développé au point d'être devenu une véritable religion ? C'est ce que j'ai expliqué dans ma *Psychologie du Socialisme*¹ et ne saurais redire ici.

En politique comme en religion les formules vagues et imprécises sont fort utiles, chacun pouvant les interpréter à son gré. Rien de plus nuageux que le sens actuel du mot socialisme. Pour les gens satisfaits de leur sort, il exprime un désir d'améliorer les conditions d'existence de classes populaires redoutées. Pour les mécontents il traduit simplement leur mécontentement. Le commis à 1.500 francs qui n'avance pas assez vite, le marmiton dont on méconnaît les mérites, le marchand de vins qui voit un concurrent s'établir près de lui, deviennent immédiatement socialistes. Pour les théoriciens ce mot représente une organisation sociale, variable suivant chacun d'eux, et qui

1. 6^e édition, 1910 (Librairie Alcan.)